

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉCONOMIE

Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec

Édition 2014



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec

200, chemin Sainte-Foy

Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090

(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et archives Canada

Bibliothèque et archives nationales du Québec

1^{er} trimestre 2015

ISBN 978-2-550-60587-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite

sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2015

AVANT-PROPOS

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*. Cette publication décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution, au Québec, des principales variables macroéconomiques depuis 1995 pour les comptes principaux et depuis 2007 pour la répartition industrielle du PIB et pour les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques.

Les données exprimées en termes réels le sont à l'aide de la méthode de l'indice de volume en chaîne Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus précise de la variation, en volume de la croissance du produit intérieur brut et de ses composantes; elle rend également possible la comparaison avec les *Comptes économiques nationaux du Canada et des États-Unis* qui utilisent également cette méthode.

Cet ouvrage des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 2014, est composé de quatre chapitres. Le premier donne d'abord un aperçu du contexte économique international, puis il analyse l'évolution des principales variables des comptes économiques à partir des tableaux statistiques.

Le deuxième chapitre est composé de 14 tableaux consolidés contenant les données relatives au produit intérieur brut, au revenu disponible des ménages, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne des ménages, etc. Le troisième chapitre fournit des renseignements sur le produit intérieur brut par activité économique. Enfin, au quatrième chapitre apparaissent les données complémentaires sur les administrations publiques.

Deux annexes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier celui qui présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*.

Nous considérons que ce document de référence se révélera fort utile aux personnes intéressées par l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement «qualité» de l'Institut de la statistique du Québec.

Cette publication a été réalisée sous la coordination de :

Guillaume Marchand, économiste

Avec la collaboration de :

Réjean Aubé, économiste
Richard Barbeau, économiste
Jean-François Fortin, économiste

Avec l'assistance technique de :

Virginie Lachance

Direction des statistiques économiques :

Pierre Cauchon, directeur

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Télécopieur : 418 643-4129
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Courrier électronique : économie@stat.gouv.qc.ca

Note aux lecteurs :

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes, afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Signes conventionnels

–	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
...	N'ayant pas lieu de figurer
r	Donnée révisée
x	Donnée confidentielle

Symboles

\$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	SITUATION ÉCONOMIQUE	9
	Contexte économique international	11
	Produit intérieur brut du Québec selon les revenus	14
	Produit intérieur brut du Québec selon les dépenses	15
	Production de biens et services	17
	Provenance et utilisation du revenu des ménages	17
	Compte courant des ménages	18
	Recettes et dépenses courantes du secteur public	19
CHAPITRE 2	TABLEAUX SOMMAIRES	21
CHAPITRE 3	RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	51
CHAPITRE 4	TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	57
ANNEXE 1	CADRES GÉNÉRAL DES COMPTES ÉCONOMIQUES	71
ANNEXE 2	SOURCES ET PARTICULARITÉS	77

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE 1	SITUATION ÉCONOMIQUE	9
1.1	Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2012 et 2013	12
1.2	Quelques indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2012 et 2013	13
1.3	Évaluation du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2009-2013	16
CHAPITRE 2	TABLEAUX SOMMAIRES	21
2.1	Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1995-2013	22
2.2	Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1995-2013	24
2.3	Produit intérieur brut réel, Québec, 1995-2013	26
2.3A	Produit intérieur brut aux prix de 2007, Québec, 1995-2013	28
2.4	Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel, Québec, 1995-2013	30
2.5	Indices implicites de prix, produit intérieur brut, Québec, 1995-2013	32
2.6	Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix, Québec, 1995-2013	34
2.7	Compte courant des ménages, Québec, 1995-2013	36
2.8	Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages, Québec, 1995-2013	38
2.9	Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange Québec, 1995-2013	40
2.10	Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, Québec, 1995-2013	42
2.11	Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007, Québec, 1995-2013	44
2.12	Provenance du revenu des ménages, Québec, 1995-2013	46
2.13	Utilisation du revenu des ménages, Québec, 1995-2013	48
CHAPITRE 3	RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	51
3.1	Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 2007-2013	52
3.2	Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 2007-2013	53
3.3	Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 2007-2013	54
3.4	Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique, Québec, 2007-2013	55
CHAPITRE 4	TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	57
4.1	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 2007-2013	58
4.2	Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 2007-2013	59
4.3	Recettes et dépenses courantes de l'administration provinciale, Québec, 2007-2013	60
4.4	Recettes et dépenses courantes des administrations locales, Québec, 2007-2013	61
4.5	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 2007-2013	62
4.6	Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 2007-2013	63
4.7	Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 2007-2013	64
4.8	Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 2007-2013	65
4.9	Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 2007-2013	66
4.10	Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 2007-2013	67
4.11	Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2007-2013	68
4.12	Subventions des administrations publiques, Québec, 2007-2013	69
4.13	Transferts entre administrations publiques, Québec, 2007-2013	70

LISTE DES FIGURES

CHAPITRE 1	SITUATION ÉCONOMIQUE	9
1.1	Taux de croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés, 2009-2013	14
1.2	Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2009-2013	15
1.3	Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2009-2013	16
1.4	Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers (incluant les régimes publics de pensions), Québec, 2009-2013	18
1.5	Taux de croissance du revenu disponible des ménages, en termes réels, Québec, 2009-2013	19

SITUATION ÉCONOMIQUE

Au Québec, en 2014, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté au premier trimestre de 0,3 %, au deuxième trimestre de 0,3 % et au troisième trimestre de 0,4 %. En cumulant ces trois trimestres, la croissance en 2014 s'établit à 1,5 % par rapport à 2013 alors qu'au Canada, elle se chiffre à 2,4 %.

Sur une base annuelle, la croissance du PIB réel ralentit pour une quatrième année consécutive en 2013 pour se situer à 1,0 %, alors que les croissances de 2010, 2011 et 2012 avaient respectivement atteint 2,3 %, 2,0 % et 1,5 %. Le Canada connaît des croissances de 2,0 % en 2013, 1,9 % en 2012 et 3,0 % en 2011. En 2013, l'économie du Québec représentait 19,6 % de l'économie canadienne en termes réels, soit légèrement plus qu'en 2007 (19,5 %).

La croissance économique du Québec en 2013 provient essentiellement des dépenses de consommation finale des ménages et de l'amélioration de la balance commerciale. Il s'agit de la première fois depuis 2001 que la balance commerciale influence positivement le PIB réel. Toutefois, la baisse de l'investissement des entreprises réduit considérablement la croissance du PIB réel en 2013. Concernant la demande intérieure finale, elle connaît une faible croissance en 2013 avec 0,4 %, soit la plus faible croissance depuis 1995. La demande intérieure finale est en perte de vitesse au premier trimestre 2014 (0,0 %), retrouve la croissance au second trimestre (0,6 %) et ralentit de nouveau au troisième trimestre (0,1 %). Au cumulatif en 2014, la demande intérieure finale en termes réels est en hausse de 1,3 % par rapport à 2013.

L'emploi a progressé de 47 800 en 2013 par rapport à 2012. Au cumulatif des 11 premiers mois de 2014, l'emploi a reculé de 1 000 relativement aux 11 premiers mois de 2013. Le taux de chômage est par ailleurs plutôt stable, se situant à 7,8 % en 2012, 7,6 % en 2013 et 7,8 % au cumulatif des 11 premiers mois de 2014. La croissance de la population active est en perte de vitesse après 11 mois en 2014, elle augmente de 0,1 % par rapport à 2013, après avoir crû de 0,8 % en 2013 et de 1,0 % en 2014. Le revenu disponible des ménages, exprimé en termes réels¹, augmente de 0,5 % en 2013. Il s'agit de la croissance la plus faible depuis 1997. Après

les trois premiers trimestres de 2014, le revenu disponible des ménages en termes réels est en légère augmentation (1,0 %).

Le taux d'épargne personnelle passe de 4,1 % en 2012 à 2,7 % en 2013 et il s'élève à 1,7 % après trois trimestres en 2014.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

PAYS DE L'OCDE²

Dans les 34 pays membres de l'OCDE pris globalement, la croissance est relativement stable en 2012 et 2013, soit des croissances de 1,3 % et 1,4 % respectivement. La croissance cumulative des deux premiers trimestres de 2014 est de 2,0 % par rapport à 2013. Le portrait selon les pays diffère en 2013. Il y a des croissances dans 25 pays et des récessions dans 9 pays. Les croissances les plus prononcées en 2013 s'observent au Chili (4,1 %), en Turquie (4,1 %) et en Islande (3,5 %), alors que les plus forts replis sont enregistrés en Grèce (- 3,9 %), en Italie (- 1,9 %) et au Portugal (- 1,4 %).

En Amérique du Nord, après plusieurs années de croissance vigoureuse, le Mexique connaît un ralentissement de sa croissance avec 1,1 % en 2013, comparativement aux 4,0 % en 2011 et 2012. Aux États-Unis, la croissance est toujours au rendez-vous en 2013 avec 2,2 %. C'est légèrement plus faible qu'en 2011, alors que la croissance se chiffrait à 2,3 %. Au Canada, après un ralentissement de la croissance qui est passée de 2,5 % en 2011 à 1,9 % en 2012, elle remonte en 2013 pour s'établir à 2,0 %. L'inflation diminue au Canada et aux États-Unis en 2012 et 2013 passant de 1,5 % à 0,9 % et de 2,1 % à 1,5 % respectivement. Le taux de chômage recule aux États-Unis de 8,1 % en 2012 à 7,4 % en 2013. Au Canada, il est passé de 7,2 % en 2012 à 7,1 % en 2013. La moyenne de l'OCDE est de 7,9 %, tant en 2012 qu'en 2013.

1. L'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler cette variable.

2. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 2014/2, novembre et *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE, vol. 2014/11, novembre. Statistique Canada pour les données canadiennes.

En Asie, la croissance reprend au Japon en 2012 (1,5 %) et perdure en 2013 (1,5 %), après une année de récession en 2011 (– 0,5 %). L'inflation est nulle en 2012 et se chiffre à 0,4 % en 2013, suivant une déflation de 0,3 % en 2011. Le taux de chômage reste très bas, à 4,0 % en 2013. L'Inde a subi un repli prononcé de la croissance du PIB réel, qui est passée de 7,9 % en 2011 à 4,9 % en 2012 : elle s'élève à 4,7 % en 2013. Le taux d'inflation demeure élevé avec 10,9 % en 2013. Le niveau de croissance observé en Corée est de 3,0 % en 2013 comparativement à 2,3 % en 2012 et de 3,7 % en 2011. La croissance se modère en Chine, mais demeure élevée. Elle se chiffre à 9,3 % en 2011 et à 7,7 % en 2012 et 2013. L'inflation se replie à 2,6 % en 2013 (5,4 % en 2011 et 2,6 % en 2012).

En Europe, l'économie est en récession pour une deuxième année de suite dans la zone euro, avec une décroissance de 0,7 % et de 0,4 % du PIB réel en 2012 et 2013. La Grèce demeure en récession en 2013 (– 3,9 %) et le taux de chômage atteint des sommets avec 27,5 %. L'Italie (– 1,9 %), le Portugal (– 1,4 %), l'Espagne (– 1,2 %), la Finlande (– 1,2 %), la Slovaquie (– 1,0 %) et les Pays-Bas (– 0,7 %) sont également en récession. Toujours en Europe, mais hors de la zone euro, la croissance reprend du mieux au Royaume-Uni, passant de 0,7 % en 2012 à 1,7 % en 2013. Pour l'année 2013, la République tchèque et les Pays-Bas demeurent en récession (– 0,7 % et – 0,1 % respectivement).

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2012 et 2013

Pays		PIB en volume Variation en %	Inflation	Chômage Taux en %
Canada	2012	1,9	1,5	7,2
	2013	2,0	0,9	7,1
États-Unis	2012	2,3	2,1	8,1
	2013	2,2	1,5	7,4
Chine	2012	7,7	2,6	..
	2013	7,7	2,6	..
France	2012	0,3	2,0	9,8
	2013	0,3	0,9	10,3
Allemagne	2012	0,4	2,0	5,5
	2013	0,1	1,5	5,3
Royaume-Uni	2012	0,7	2,8	7,9
	2013	1,7	2,6	7,6
Mexique	2012	4,0	4,1	5,0
	2013	1,1	3,8	4,9

Sources : Organisation de coopération et de développement économique.
Statistique Canada.

Ailleurs dans le monde, le PIB de la Fédération de Russie croît de 1,3 % en 2013, une troisième année consécutive de ralentissement de la croissance. L'inflation augmente, pour s'établir à 6,8 % en 2013 contre 5,1 % en 2012. Au Brésil, l'inflation augmente également, passant de 5,4 % en 2012 à 6,2 % en 2013, alors que la croissance du PIB réel se situe à 2,5 % en 2013 (2,7 % en 2010 et 1,0 % en 2011).

Sur le marché des changes en 2013, le dollar américain a perdu de la valeur par rapport à l'euro et au yuan chinois et a gagné de la valeur par rapport à livre sterling, au yen japonais et au dollar canadien. En octobre 2014, le dollar américain enregistre des gains par rapport à l'ensemble des devises.

ÉCONOMIE ÉTATS-UNIENNE³

Aux États-Unis, en 2013, le PIB nominal atteint 16 768,1 G\$, en hausse de 3,7 % par rapport au niveau de 2012. En termes réels, le taux de croissance du PIB est de 2,2 % en 2013, après des croissances de 2,3 % en 2012 et de 1,6 % en 2011. Le PIB réel au premier trimestre 2014 est négatif (– 0,5 %). Le deuxième trimestre 2014 renoue avec la croissance avec 1,1 %. Au troisième trimestre la croissance est de 1,0 %. En cumulant les trois trimestres, la croissance annualisée est de 2,3 % en 2014.

Dans ce contexte, l'investissement du secteur privé voit sa croissance s'atténuer. La croissance des dépenses personnelles de consommation ne varie pas beaucoup, alors que les dépenses des administrations publiques poursuivent leurs décroissances, et le solde négatif du commerce extérieur persiste.

L'investissement du secteur privé en capital fixe ralentit à 4,9 % en 2013, comparativement à 9,2 % en 2012. L'investissement privé en 2013 se traduit par des hausses dans le secteur non résidentiel (3,0 %) et résidentiel (11,9 %). Pour le secteur résidentiel, il s'agit de la deuxième année de solide croissance depuis 2005 : la croissance a été modeste en 2011 (0,5 %), suivant cinq années de décroissance consécutive. Dans le secteur non résidentiel en 2013, la plus forte croissance est celle des machines et matériels, en croissance de 4,6 %, alors que la croissance de l'investissement en immobilisation décroît de 0,5 %. Pour 2014, l'investissement privé est en croissance pour les deuxième et troisième trimestres de 2014 (19,1 % et 5,1 %), après une baisse au premier trimestre (– 6,9 %).

3. Données proviennent du U.S. Bureau of economic Analysis à l'exception des données sur l'indice des prix à la consommation (IPC) et le taux de chômage qui proviennent de l'OCDE.

Les dépenses personnelles de consommation augmentent de 2,4 % en 2013 (1,6 % en 2011 et 2,3 % en 2012). Ces années de croissance font suite à deux années de diminution consécutive en 2008 et en 2009. La reprise la plus prononcée s'observe dans les dépenses liées aux biens durables, lesquelles croissent de 6,7 % en 2013, une quatrième année consécutive où les dépenses en biens durables augmentent de plus de 6,0 %. Les dépenses personnelles de consommation sont également en croissance au cours des trois premiers trimestres de 2014.

Les dépenses des administrations publiques qui comprennent les dépenses de consommation et les investissements diminuent pour une troisième année consécutive (– 3,0 % en 2011, – 1,4 % en 2012 et – 2,0 % en 2013). La décroissance s'explique par un repli de l'ensemble des composantes, à l'exception des dépenses du gouvernement fédéral non relatives à la défense en 2012 et les dépenses des États et des gouvernements locaux en 2013.

Tableau 1.2
Quelques indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2012 et 2013

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars enchaînés)	1,5	1,0	1,9	2,0	2,3	2,2
Dépenses de consommation finale des ménages en biens et services (dollars enchaînés)	1,1	2,0	1,9	2,5	1,8	2,4
Revenu personnel disponible (dollars enchaînés)	2,6	0,5	2,8	2,5	3,1	– 1,4
Rémunération des salariés (dollars courants)	4,2	2,4	4,6	3,7	4,1	2,8
Indice global des prix à la consommation	2,1	0,7	1,5	0,9	2,1	1,5
Emploi total	0,8	1,2	1,3	1,2	1,9	1,0
Taux en %						
Taux de chômage (annuel)	7,8	7,6	7,2	7,1	8,1	7,4

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
U.S. Bureau of economic Analysis.
Organisation de coopération et de développement économiques.

Les exportations totales de biens et services, exprimées en termes réels, augmentent en 2013 (3,0 %). Il s'agit d'une quatrième année consécutive de diminution de la croissance : elle était de 11,9 % en 2010, 6,9 % en 2011 et de 3,3 % en 2012. Les importations augmentent pour leur part de 1,1 %, croissance également plus modérée que les trois années précédentes. Les données sur les exportations et des importations des trois premiers trimestres de 2014 ne montrent pas de changement dans la tendance.

Dans ces conditions, le déficit de la balance commerciale extérieure en valeur nominale diminue légèrement à – 508,2 G\$ en 2013, en comparaison à un déficit de 568,3 G\$ en 2012. Le solde du commerce de biens est négatif en 2013 (– 739,5 G\$), en comparaison à – 778,8 G\$ en 2012, alors que le solde du commerce de services vient réduire le déficit de la balance commerciale, avec un solde positif de 231,3 G\$ en 2013, en comparaison à 210,6 G\$ en 2012.

Après avoir culminé à 9,6 % en 2010, le taux de chômage diminue à 7,4 % en 2013. Enfin, l'indice global des prix à la consommation (IPC) progresse de 3,2 % en 2011, de 2,1 % en 2012 et de 1,5 % en 2013. Au troisième trimestre 2014, il se chiffre à 1,8 %.

ÉCONOMIE CANADIENNE⁴

Le PIB nominal au Canada s'élève à 1 893,8 G\$ de dollars en 2013, en croissance de 3,4 % par rapport au niveau de 2012. En termes réels, le PIB croît de 2,0 % en 2013, suivant une augmentation de 1,9 % en 2012. La demande intérieure finale, exprimée en termes réels, croît pour sa part de 1,5 % en 2013, après avoir crû de 2,5 % en 2012.

L'évolution de l'économie canadienne en 2013 est stimulée par une croissance des dépenses de consommation finale des ménages, tant dans l'achat de services que de biens. Les investissements ont eu un impact limité dans la croissance du PIB réel en 2013. La croissance des importations est moindre que celles des exportations ce qui a comme conséquence d'améliorer la balance commerciale. Après trois trimestres, en 2014, le déficit commercial du Canada continue de se résorber.

Les dépenses de consommation finale des ménages en biens et services, exprimées en termes réels, croissent de 2,5 % en 2013, suivant une croissance de 1,9 % en 2012 et de 2,2 % en 2011. La

4. Les données proviennent de Statistique Canada.

croissance des dépenses en biens durables augmente en 2013 (3,8 % en 2013 et 2,8 % en 2012), alors que celle des biens semi-durables reste relativement stable (2,8 % en 2013 et 3,1 % en 2012). Les dépenses en biens non durables croissent pour leur part de 2,3 % en 2013 (0,3 % en 2012), tandis que les dépenses de consommation en services des ménages augmentent de 2,3 %, comparativement à 2,3 % en 2012.

À la suite d'une forte décroissance en 2009 (– 15,6 %), l'investissement des entreprises en capital fixe a rebondi en 2010 avec une croissance de 11,7 %. Il a crû par la suite de 7,9 % et 7,0 % en 2011 et 2012. En 2013, la croissance est faible à 0,8 %. Après trois années de croissance, l'investissement en bâtiments résidentiels est en perte de vitesse en 2013 (– 0,4 %). L'investissement en ouvrages non résidentiels des entreprises en 2013 est en croissance de 5,0 % à la suite des fortes progressions de 2010 à 2012, avec des taux de 17,3 %, 15,9 % et 13,5 % respectivement. Les investissements en machines et matériel des entreprises sont sur une pente descendante. Suivant des croissances de 10,6 %, 8,1 % et 1,9 % en 2010, 2011 et 2012, ils décroissent de 1,7 % en 2013.

La croissance des dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services, en termes réels, est modeste en 2013 et en 2012, avec des croissances de 0,4 % et 1,2 % respectivement. L'investissement des administrations publiques est toujours en décroissance en 2013 (– 1,6 %), suivant une décroissance de 7,0 % et de 4,8 % en 2011 et 2012, qui faisait elle-même suite à deux années de fortes croissances (9,3 % en 2009 et 10,5 % en 2010).

Le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2011 est à son plus haut depuis les années 70 avec 1,01 \$ US. Depuis, le dollar canadien suit une tendance à la baisse (1,00 \$ US en 2012 et 0,97 en 2013). Le 17 décembre 2014, le taux est de 0,86 \$ US pour 1 \$ CA.

Après une longue phase de diminution entre 1993 (11,4 %) et 2007 (6,0 %), le taux de chômage a brusquement augmenté à 8,3 % en 2009. Il est en baisse depuis passant de 8,0 % en 2010, à 7,4 % en 2011, à 7,2 % en 2012 et à 7,1 % en 2013. En termes cumulatifs après 11 mois en 2013, le taux de chômage se situe à 6,9 %. Pour sa part, la création nette d'emplois est positive en 2013 (223 500 emplois) et après 11 mois en 2014 (127 100 emplois). Finalement, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,5 % en 2012 à 0,9 % en 2013. Après 11 mois en 2013, l'IPC augmente de 2,0 %.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC SELON LES REVENUS

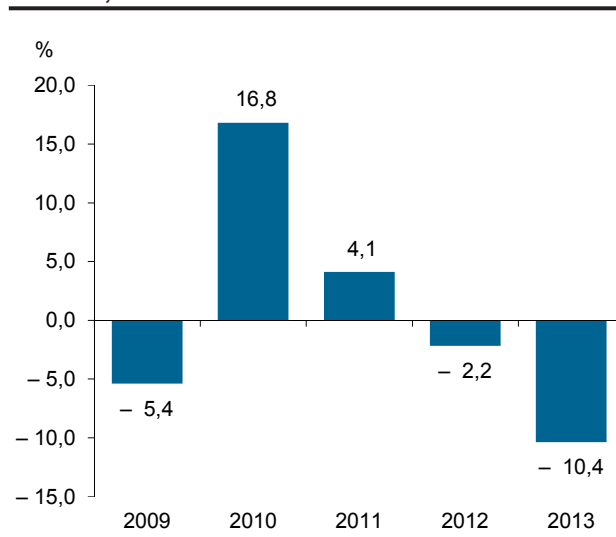
Le PIB nominal du Québec, exprimé aux prix du marché, s'accroît de 1,5 % en 2013 pour atteindre 362,8 G\$, comparativement à 357,4 G\$ en 2012 (3,4 %). Le produit intérieur brut, exprimé aux prix de base, croît pour sa part de 1,2 % en 2013, pour atteindre 336,9 G\$, suivant une croissance de 3,0 % en 2012.

COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR NET AUX PRIX DE BASE

La rémunération des salariés, représentant 56,3 % du PIB nominal aux prix de base en 2013, augmente de 2,4 % par rapport à 2012 pour s'établir à 189,7 G\$. Il s'agit d'une croissance supérieure à celle du PIB, pour une troisième année consécutive. Par ailleurs, la croissance de l'emploi est positive en 2013 au Québec (47 800 emplois), suivant une croissance de 38 800 emplois en 2012. Le taux de chômage baisse légèrement à 7,6 % en 2013, comparativement à 7,8 % en 2012.

L'excédent d'exploitation net des sociétés diminue de 10,4 %, pour s'établir à 42,6 G\$ en 2013. Il s'agit du deuxième repli depuis ceux observés en 2008 et 2009. Le revenu mixte net des entreprises individuelles est quant à lui en progression de 3,4 %, suivant une croissance de 2,5 % en 2012. Pour ces deux années, la croissance est principalement attribuable à la progression du revenu de location des ménages (7,4 % en 2013), pour atteindre 14,1 G\$.

Figure 1.1
Taux de croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés, 2009-2013



Source : Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

AUTRES COMPOSANTES

Les impôts nets sur les produits et les importations s'élèvent à 25,9 G\$, une augmentation de 5,2 %, une quatrième année consécutive de croissance. La consommation de capital fixe s'élève pour sa part à 55,8 G\$, soit une croissance de 5,0 %, tout comme en 2012.

IMPORTANCE RELATIVE DES COMPOSANTES

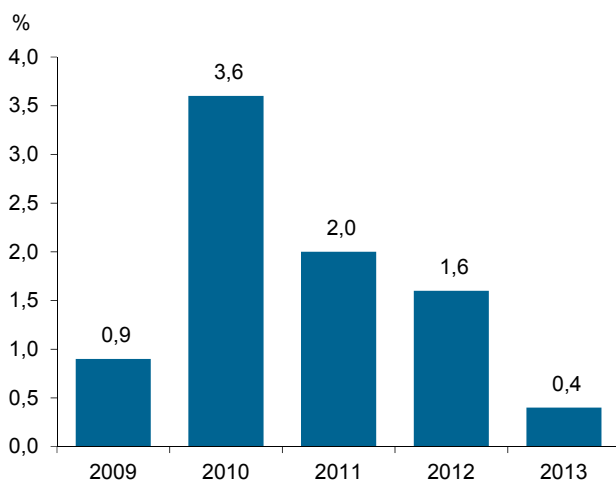
La rémunération des agents économiques, mesurée par le revenu intérieur net aux prix de base connaît une faible croissance de 0,3 % en 2013, pour atteindre 77,4 % du PIB. Il s'agit d'un troisième ralentissement consécutif de la croissance de cette composante. La rémunération des salariés, principale composante du PIB en termes de revenus, compte pour 52,3 %, suivie de la consommation de capital fixe (15,4 %) et de l'excédent d'exploitation net des sociétés (11,8 %). Viennent ensuite les impôts nets sur les produits et les importations (7,1 %) et sur la production (5,3 %). Finalement, on retrouve le revenu mixte net des entreprises individuelles non agricoles (4,0 %), le revenu de location des ménages (3,9 %) et le revenu mixte net agricole (0,2 %).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC SELON LES DÉPENSES

DEMANDE INTÉRIEURE FINALE

La demande intérieure finale en dollars courants croît de 2,0 % en 2013, passant de 378,3 G\$ en 2012 à 385,8 G\$ en 2013. En termes réels, la demande intérieure finale croît de 0,4 % (figure 1.2), soit une croissance inférieure

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2009-2013



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

au PIB réel (1,0 %). Il s'agit de la première fois que la variation de la demande intérieure finale est inférieure à celle du PIB réel depuis 2000.

DÉPENSES PERSONNELLES DE CONSOMMATION

En hausse de 3,3 % en 2013, les dépenses de consommation finale des ménages s'élèvent à 212,5 G\$ en valeurs courantes, comparativement à 205,7 G\$ en 2012. En termes réels, la croissance se chiffre à 2,0 % en 2013, soit plus élevée que celle de 2012 qui était de 1,1 %. L'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages augmentante de 1,2 % en 2013 (1,7 % en 2012), alors que l'indice implicite global du PIB a plutôt crû de 0,6 % en 2013 et de 1,8 % en 2012.

En valeur nominale, les dépenses en biens durables atteignent 29,0 G\$ en 2013, une croissance de 1,9 % par rapport à 2012. Les dépenses associées aux biens semi-durables, en croissance de 2,7 %, s'élèvent à 16,4 G\$, alors que les dépenses de consommation finale des ménages en biens non durables se chiffrent à 59,1 G\$. Les dépenses de consommation attribuables aux services, surpassent les dépenses en biens depuis 2011 et s'élèvent pour leur part à 107,9 G\$ en 2013, en croissance de 3,6 % par rapport à 2012.

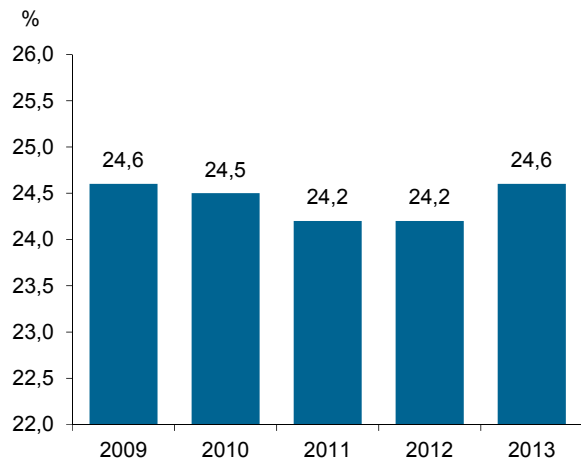
En termes réels, les dépenses de consommation finale des ménages en biens et services sont en croissance (2,0 %). Cette hausse est attribuable à l'augmentation de l'achat de services (1,8 %) et aux achats de biens par les ménages. Selon les sous-composantes, les biens durables croissent de 1,4 %, les biens semi-durables de 2,3 %, et les biens non durables de 2,5 %.

DÉPENSES PUBLIQUES COURANTES

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques, en valeur nominale, passent de 86,6 G\$ en 2012 à 89,4 G\$ en 2013, soit une croissance de 3,3 %, la plus faible croissance annuelle depuis les huit dernières années (moyenne : 4,7 %). En volume, la croissance des dépenses est de 0,6 % en 2013, comparativement à 0,7 % en 2012. Pour ce qui est de l'importance relative dans le PIB nominal, les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques comptent pour près du quart du PIB (24,6 %) en 2013.

Figure 1.3

Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2009-2013



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

En dollars courants, l'investissement des entreprises décroît en 2013 (-4,5 %) après avoir crû en 2012 et en 2011 (8,5 % et 7 % respectivement). Il s'agit de la première baisse depuis 2009. En termes réels, la baisse de l'investissement des entreprises est de 5,2 %.

Pour 2013, la baisse de l'investissement des entreprises, en dollars enchaînés de 2007, se généralise à l'ensemble des composantes. Les bâtiments résidentiels sont en baisse de 3,7 %, les ouvrages non résidentiels de 5,9 %, les machines et matériels de 7,6 % et les produits de propriété intellectuelle de 5,1 %.

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Les investissements en capital fixe des administrations publiques en valeur nominale s'élèvent à 18,1 G\$ en 2013, en croissance de 3,6 %, suivant la décroissance de 2012 (-0,1 %). En termes réels, la croissance en 2013 est de 1,5 % comparativement à une baisse de 2,7 % en 2012.

COMMERCE EXTÉRIEUR

La balance commerciale du Québec qui est la différence entre les exportations et les importations provinciales et internationales, exprimée en valeur réelle⁵, continue sa baisse depuis son sommet de 2001. Elle se chiffre

à 22,2 G\$, en baisse de 9,9 % par rapport à 2012. En valeur nominale, le déficit commercial du Québec est de 24,0 G\$, en croissance de 2,4 % par rapport au niveau de 2012 (23,5 G\$).

Les exportations totales de biens et services, en valeur nominale, sont en croissance en 2013 (2,1 %), une quatrième année de croissance consécutive après le recul de 2009, pour s'élever à 163,7 G\$ ou 45,1 % du PIB. En termes réels, la croissance est de 0,4 % pour l'année 2013, suivant une croissance de 1,5 % en 2012 et une baisse de 0,2 % en 2011.

Les exportations nominales vers les autres pays passent de 91,1 G\$ à 93,2 G\$ entre 2012 et 2013, soit une croissance de 2,4 %, suivant une croissance de 0,9 % entre 2011 et 2012. En termes réels, les exportations aux autres pays augmentent de 0,6 % en 2013, contre une croissance de 1,3 % en 2012.

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
	Variation en %				
Exportations totales	- 4,3	1,0	- 0,2	1,5	0,4
Internationales	- 9,4	0,2	- 2,4	1,3	0,6
Biens	- 12,2	- 0,1	- 2,9	0,9	0,3
Services	6,9	1,3	- 0,1	2,8	1,7
Interprovinciales	3,4	2,1	2,8	1,9	0,2
Biens	6,9	4,6	0,9	2,2	- 1,0
Services	- 0,4	- 0,8	5,0	1,5	1,5
Importations totales	- 3,5	5,1	1,4	1,7	- 1,0
Internationales	- 5,3	7,4	1,8	3,6	- 1,6
Biens	- 7,7	7,4	0,6	3,8	- 1,0
Services	13,1	7,1	9,6	2,0	- 5,0
Interprovinciales	- 0,3	1,3	0,6	- 1,6	0,0
Biens	- 7,6	0,1	1,8	- 4,4	- 1,5
Services	6,5	2,3	- 0,3	0,5	1,1

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 70,4 G\$ en 2013 (1,7 %), principalement stimulées par les exportations de services (3,0 %). En termes réels, les exportations de biens et services vers les autres provinces sont en croissance de 0,2 % en 2013, après avoir crû de 1,9 % en 2012 et de 2,8 % en 2011.

5. Les données en dollars constants selon la méthode de Laspeyres sont utilisées au lieu des dollars enchaînés selon la méthode de Fisher en raison de la non-additivité de cette dernière.

Les importations totales de biens et services représentent 187,7 G\$ (2,1 %), soit 51,7 % du PIB en valeur nominale. Constatées en valeur réelle, les importations totales sont en baisse de 1,0 % en 2013, comparativement à une hausse de 1,7 % en 2012.

Les importations en provenance des autres pays s'élèvent à 121,5 G\$ (2,1 %), dont 105,0 G\$ en importations de biens. En termes réels, les importations internationales décroissent de 1,6 %, faisant suite à la croissance de 3,6 % enregistrée en 2012.

Les importations en provenance des autres provinces s'élèvent à 66,2 G\$ en valeur nominale, dont 38,9 G\$ en importations de services. Dans l'ensemble, il s'agit d'une croissance de 2,2 % par rapport à 2012. En termes réels, les importations interprovinciales sont stables en 2013, comparativement à une baisse de 1,6 % en 2012.

TERMES DE L'ÉCHANGE⁶

Les termes de l'échange globaux du Québec se détériorent pour une deuxième année de suite (– 1,5 % en 2013 et – 0,7 % en 2012). Par ailleurs, les termes des échanges internationaux de biens, composante la plus importante dans les termes globaux, se détériorent de 1,3 % en 2013 (– 2,1 % en 2012). Les termes de l'échange international de services se déprécient pour la première fois depuis 2002 de 5,6 % en 2013 (augmentation de 5,1 % en 2012).

Les termes de l'échange des biens avec les autres provinces diminuent de 1,4 % en 2013 après s'être appréciés de 0,3 % en 2012. Les termes de l'échange de services interprovincial sont stables en 2013 (– 0,9 % en 2012).

REVENU INTÉRIEUR BRUT RÉEL

Le revenu intérieur brut réel, qui mesure à la fois la croissance de l'économie intérieure et les gains d'échanges liés aux changements de prix relatifs, est en croissance de 0,2 %, une croissance plus faible que celle du PIB réel (1,0 %). Cette faible croissance fait suite à trois années où l'appréciation des termes de l'échange a permis d'augmenter le pouvoir d'achat de la production intérieure. En termes cumulatifs, depuis 2007, le revenu intérieur brut réel a crû de 8,0 % comparativement à 8,3 % pour le PIB réel.

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice sur la base 2007 = 100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

La rémunération des salariés augmente globalement de 2,4 % en 2013, suivant les fortes croissances de 4,2 % en 2012 et de 5,2 % en 2011. Deux secteurs sur les 18 voient leur rémunération diminuer. Les services publics et la fabrication sont en baisse de 0,3 % et de 0,1 % respectivement. Les 16 autres secteurs sont en croissance en 2013. Cependant, le secteur de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse connaît une faible croissance (0,4 % en 2013). Les croissances les plus prononcées s'observent dans le secteur des soins de santé et assistance sociale (4,0 %), dans celui du transport et entreposage (3,9 %) et dans celui des services d'enseignement (3,5 %). Plus globalement, la rémunération des salariés dans les industries productrices de biens a augmenté de 0,9 % en 2013 (4,6 % en 2012), alors que celle dans les industries productrices de services a augmenté de 2,9 % en 2013 (4,1 % en 2012). La rémunération des salariés est cependant concentrée dans les industries productrices de services (73,7 % en 2013).

PROVENANCE ET UTILISATION DU REVENU DES MÉNAGES

PROVENANCE DU REVENU DES MÉNAGES

Le revenu des ménages – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôts des ménages (revenus de travail, mixtes, de la propriété ou de transferts) – s'élève à 307,3 G\$ courants, soit une hausse de 2,3 % par rapport à 2012. Il s'agit d'un ralentissement de la croissance comparativement à 2012 (4,6 %). C'est la plus faible croissance depuis 2009.

La rémunération des salariés – calculée ici sur une base nationale plutôt qu'intérieure – s'élève à 195,5 G\$, une croissance de 2,4 % par rapport à 2012. Cette croissance est quasi identique au taux de croissance du revenu des ménages, portant à 63,6 % le poids de la rémunération dans le revenu des ménages. Les transferts courants reçus, provenant en très forte majorité des administrations publiques (excluant les régimes de pension publics), deuxième composante en importance dans le revenu des ménages, s'élèvent à 36,6 G\$ en 2013, en croissance de 2,4 % par rapport à 2012. La composante du revenu de la propriété reçue, représentant 11,1 % du revenu des ménages, s'élève à 34,3 G\$, en baisse de 0,2 %. Finalement, les revenus provenant de régimes de pension publics se chiffrent à 11,8 G\$.

La part relative des transferts en provenance des administrations publiques, en incluant les régimes publics de pension, s'élève à 15,7 % du revenu des ménages en 2013, un niveau pratiquement similaire à 2012 (15,6 %).

Ces transferts proviennent majoritairement du gouvernement provincial (66,7 % du total en 2013), sont en croissance de 2,7 % par rapport à 2012 (croissance 2012 : 4,4 %) et s'élèvent à 32,3 G\$. Les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers s'élèvent pour leur part à 20,8 G\$, soit 33,3 % des transferts des administrations publiques en 2013.

Les revenus mixtes nets croissent en 2012 (3,4 %), et atteignent 29,2 G\$ en 2013. De ce total, 14,6 G\$ proviennent du revenu mixte net des entreprises individuelles non agricoles, en croissance de 0,5 % par rapport à 2012. Il s'agit d'une croissance inférieure à celle enregistrée par la composante du revenu de location des ménages, qui croît de 7,4 % en 2013 pour atteindre 14,1 G\$. Finalement, le revenu mixte net agricole décroît de 14,1 % pour se situer à 0,6 G\$.

UTILISATION DU REVENU DES MÉNAGES

La répartition du revenu des ménages selon ses différentes utilisations montre que la part consacrée à l'achat de biens et services (dépenses de consommation finale) entre 1997 et 2013 a été plutôt stable, oscillant entre 68,0 % et 70,0 %. La part accaparée par les transferts aux administrations publiques, excluant les régimes de pension publics, suit une tendance à la hausse entre 1981 (17,6 %) et 2000 (22,7 %) pour ensuite diminuer jusqu'en 2009 (19,0 %), avant de repartir en hausse jusqu'en 2013 (20,0 %). La part du revenu des ménages dédiée aux cotisations aux régimes de pension publics s'élève à 4,1 %, celui servant aux paiements de revenus

de la propriété s'élève à 3,6 % et, finalement, dernier poste en importance, l'épargne accapare 1,9 % de l'ensemble des revenus perçus par les ménages.

COMPTE COURANT DES MÉNAGES

REVENU PRIMAIRE

Le revenu primaire des ménages, découlant de la participation des ménages aux activités de production ou comme propriétaires d'actifs, s'élève à 247,9 G\$, en hausse de 2,1 % par rapport à 2012. Principale sous-composante, la rémunération des salariés mesurée sur une base nationale augmente de 2,4 % pour atteindre 195,5 G\$. La sous-composante du revenu mixte net augmente de 3,4 % pour s'élever à 29,2 G\$, alors que le revenu net de la propriété diminue de 1,7 % pour atteindre 23,3 G\$.

COMPTE DE DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU

Le compte de distribution secondaire du revenu des ménages présente les transferts postproduction entre les différentes unités institutionnelles et les ménages. La différence entre les transferts courants reçus (48,4 G\$) et les transferts courants payés (78,0 G) s'élève à – 29,6 G\$. Les transferts courants aux administrations publiques, de loin la principale composante des transferts courants reçus et payés, se soldent par un déficit de 27,0 G\$. Les ménages ont reçu 47,0 G\$ en provenance des administrations publiques, alors qu'ils en ont versé 74,0 G\$.

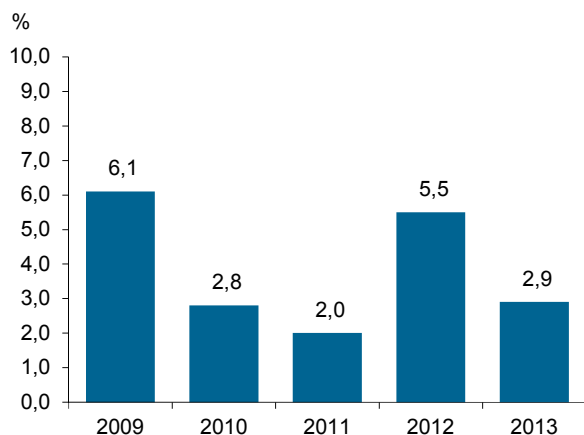
REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

Le revenu disponible des ménages, égal au revenu primaire diminué du solde du compte de distribution secondaire du revenu, s'établit à 218,3 G\$ en 2013, en hausse de 1,8 % relativement à 2012, sa plus faible croissance depuis 1995. La croissance du revenu disponible des ménages surpasse celle de l'économie (mesurée par le PIB nominal) en 2013 (1,5 %) et 2012 (3,4 %), alors qu'en 2010 et 2011, la croissance du revenu disponible a été plus faible que celle du PIB. En termes réels⁷, le revenu disponible croît de 0,5 % en 2013, sa plus faible croissance depuis 1997.

L'épargne des ménages se chiffre à 5,8 G\$, en baisse de 33,7 % en 2013. Ce faisant, le taux d'épargne en pourcentage du revenu disponible des ménages en 2013 s'établit à 2,7 %. La croissance des dépenses de

Figure 1.4

Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers (incluant les régimes publics de pensions), Québec, 2009-2013



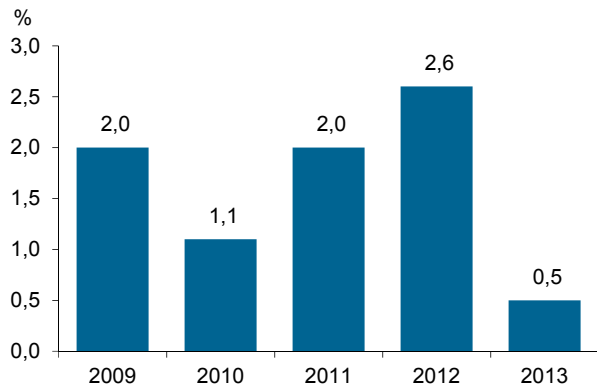
Sources : Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

7. L'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler le revenu disponible des ménages.

consommation finale des ménages se maintient en 2013 (3,3 %), après avoir augmenté de plus de 2,8 % et de 3,9 % en 2012 et 2011 respectivement.

Figure 1.5

Taux de croissance du revenu disponible des ménages, en termes réels, Québec, 2009-2013



Sources : Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

RECETTES ET DÉPENSES COURANTES DU SECTEUR PUBLIC

Les recettes totales des administrations publiques s'élèvent à 152,1 G\$ en 2013, en hausse de 3,9 %, tandis que les dépenses courantes atteignent 169,6 G\$ (2,6 %). Ainsi, le solde du compte courant des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à – 17,5 G\$, comparativement à – 19,0 G\$ en 2012 et à – 18,5 G\$ en 2010.

SOURCES DES RECETTES

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 47,9 G\$ en 2013, en hausse de 3,2 %, comparativement à 46,4 G\$ (4,4 %) en 2012. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 31,5 % en 2013, comparativement à 31,7 % en 2012. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale augmentent de 3,8 % en 2013 (3,8 % en 2012), et ils représentent 46,7 % de ses recettes, et ceux que perçoit l'administration provinciale croissent de 2,7 % (4,8 % en 2012) et constituent 26,9 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec s'élèvent à un peu moins de 12,4 G\$, en hausse de 4,5 %.

Le produit des impôts indirects – c'est-à-dire sur les facteurs de production et sur les produits – versé à l'ensemble des administrations publiques augmente de 3,2 % en 2013 pour s'établir à 53,2 G\$, soit 35,0 % des recettes totales. Les impôts indirects versés à

l'administration fédérale croissent de 2,6 % et ceux qui vont à l'administration provinciale, de 4,1 %, tandis que ceux qui reviennent aux administrations locales augmentent de 1,5 %. Ces impôts correspondent à 22,0 % des recettes de l'administration fédérale, à 31,3 % de celles de l'administration provinciale et à 47,8 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale est la taxe sur les produits et services (TPS). En 2013, le produit de la TPS augmente de 2,6 %, une quatrième hausse de suite après deux diminutions consécutives en 2008 et 2009, et sa part relative est à 68,8 % des impôts indirects fédéraux. Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont les taxes sur les ventes au détail, en croissance de 4,9 %, et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 5,2 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 92,8 % des impôts indirects et ils progressent de 1,8 %.

Les revenus de placement des administrations publiques croissent de 20,2 % en 2013 et ils représentent 12,4 G\$ ou 8,1 % des recettes totales. Les revenus de placement de l'administration fédérale croissent de 2,3 %, alors que ceux de l'administration provinciale croissent de 27,9 %. Les revenus de placement des administrations locales diminuent de 0,5 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec s'établissent à 1,9 G\$ et ils sont pour une quatrième année consécutive au-dessus des 10 % (13,4 % en 2013).

LES COMPOSANTES DES DÉPENSES

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 3,3 % en 2013 et elles s'élèvent à 89,4 G\$, soit 52,7 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 53,2 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 1,1 % et celles de l'administration provinciale augmentent de 3,7 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (4,5 %) et de l'éducation (5,3 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (– 3,8 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 3,8 %, incluant la variation des dépenses des commissions scolaires (2,0 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration,

comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (54,3 %), provinciale (50,8 %) et locales (57,3 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques totalisent 47,0 G\$, en hausse de 2,9 % par rapport à 2012. Leur part relative des dépenses courantes totales est de 27,7 % en 2013 (27,6 % en 2012), une part relativement stable depuis 2007.

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 1,7 % en 2013 et ils s'élèvent à 20,6 G\$, soit 33,3 % de ses dépenses courantes. Trois de ces dix transferts font ensemble plus des trois quarts (83,3 %) du total : la prestation fiscale et le crédit d'impôt pour enfants (2,3 G\$), en hausse de 1,1 %, les prestations d'assurance-emploi (3,4 G\$), qui enregistrent une diminution de 4,4 % et les paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse (11,4 G\$) qui progressent de 3,8 % en 2013. L'administration provinciale verse des transferts de 14,5 G\$ (3,4 %) en 2013. L'aide

sociale (maintien du revenu et autres) constitue 17,2 % de ce total, avec des paiements de 2,5 G\$. L'assurance contre les accidents du travail (11,5 % du total) augmente de 1,6 % et les transferts divers, comprenant notamment le crédit pour la taxe de vente du Québec (TVQ) et le programme de soutien aux enfants, représentant 55,8 % du total, croissent de 4,3 %.

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse 11,7 G\$ en prestations en 2013, soit 4,5 % de plus qu'en 2012, et celles-ci représentent 24,8 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. La RRQ enregistre une épargne positive (2,6 G\$ en 2013).

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 20,6 G\$ (1,2 %) en 2013, comparativement à 20,4 G\$ (- 0,3 %) en 2012. Ils constituent 12,2 % des dépenses courantes totales, un peu moins qu'en 2012 (12,3 %). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 9,6 %, dans celles de l'administration provinciale, de 13,5 %, et dans celles des administrations locales, de 4,4 %.

TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 2.1

Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1995-2013

Revenus		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$						
01	Rémunération des salariés¹	93 580	95 261	98 287	102 371	107 548	117 012	121 391
02	Salaires et traitements	81 797	82 982	85 705	90 090	94 813	103 190	106 747
03	Cotisations sociales à la charge des employeurs	11 783	12 279	12 582	12 281	12 735	13 822	14 644
04	Excédent d'exploitation brut	42 150	43 042	47 614	49 734	57 717	59 752	61 324
05	Excédent d'exploitation net : sociétés	21 451	21 177	24 516	24 930	31 573	31 543	31 177
	Consommation de capital fixe							
06	Sociétés	15 014	15 933	16 924	18 504	19 641	21 315	22 884
07	Sociétés non financières	..	..	..	..	..	..	..
08	Sociétés financières	..	..	..	..	..	..	..
	Administrations publiques et institutions							
09	sans but lucratif au service des ménages	5 685	5 932	6 174	6 300	6 503	6 894	7 263
10	Administrations publiques	..	..	..	..	..	..	..
	Institutions sans but lucratif							
11	au service des ménages	..	..	..	..	..	..	..
12	Revenu mixte brut	19 714	20 760	21 053	21 930	22 688	23 652	25 112
13	Revenu mixte net	14 239	14 941	15 193	15 681	16 370	16 924	17 913
14	Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	5 475	5 819	5 860	6 249	6 318	6 728	7 199
15	Impôts moins les subventions sur la production	12 349	12 592	12 713	13 289	13 694	14 550	13 697
	Impôts moins les subventions sur les produits et les importations							
16		12 310	12 334	13 372	13 952	14 951	15 746	16 575
17	Divergence statistique	1 126	485	80	- 267	- 496	- 89	297
18	Produit intérieur brut aux prix du marché	181 229	184 474	193 119	201 009	216 102	230 623	238 396
19	Produit intérieur brut aux prix de base	168 919	172 140	179 747	187 057	201 151	214 877	221 821

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
127 011	133 688	139 065	144 017	149 209	156 790	162 901	163 775	169 059	177 875	185 360	189 729	01
110 948	114 920	120 030	124 001	128 340	135 434	140 777	140 821	145 579	153 147	158 902	162 483	02
16 063	18 768	19 035	20 016	20 869	21 356	22 124	22 954	23 480	24 728	26 458	27 246	03
63 646	65 899	69 027	71 121	75 284	79 832	81 119	81 006	87 667	90 670	91 960	89 233	04
32 278	34 485	36 926	37 727	40 439	43 580	42 338	40 041	46 761	48 697	47 608	42 640	05
23 754	23 563	23 809	24 512	25 344	26 148	27 702	29 002	28 298	28 605	30 180	31 785	06
..	..	..	..	..	23 387	24 698	25 870	25 313	25 711	27 208	28 685	07
..	..	..	..	..	2 761	3 004	3 132	2 985	2 894	2 972	3 100	08
7 614	7 851	8 292	8 882	9 501	10 104	11 079	11 963	12 608	13 368	14 172	14 808	09
..	..	..	..	..	9 849	10 809	11 678	12 312	13 056	13 845	14 475	10
..	..	..	..	..	255	270	285	296	312	327	333	11
25 852	26 894	28 293	28 885	29 832	31 456	32 722	33 942	34 972	36 193	37 047	38 412	12
18 288	19 268	20 450	20 740	21 520	24 237	24 957	25 588	26 430	27 571	28 258	29 210	13
7 564	7 626	7 843	8 145	8 312	7 219	7 765	8 354	8 542	8 622	8 789	9 202	14
13 814	14 208	15 048	15 590	15 984	16 841	17 106	17 336	17 319	18 282	18 715	19 268	15
18 701	19 080	20 164	20 790	20 488	20 547	19 741	19 215	20 611	22 736	24 618	25 905	16
- 3	- 224	- 44	44	- 18	410	6	258	43	- 25	- 269	299	17
249 021	259 545	271 553	280 447	290 779	305 876	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	18
230 320	240 465	251 389	259 657	270 291	285 329	293 854	296 316	309 059	322 996	332 813	336 941	19

Tableau 2.2

Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1995-2013

Dépenses		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$						
01	Dépenses de consommation finale	146 559	151 326	157 434	162 283	170 167	180 890	189 183
02	Dépenses de consommation finale des ménages	100 551	105 648	111 586	115 685	121 568	128 482	133 319
03	Biens durables	13 430	14 730	16 489	17 387	18 833	19 748	20 660
04	Biens semi-durables	9 327	9 447	9 734	10 259	10 626	11 053	11 561
05	Biens non durables	28 772	30 055	31 331	32 054	33 660	35 939	37 321
06	Services	49 022	51 416	54 032	55 985	58 449	61 742	63 777
07	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 309	2 419	2 504	2 803	3 046	3 217	3 549
08	Dépenses de consommation finale des administrations publiques	43 699	43 259	43 344	43 795	45 553	49 191	52 315
09	Formation brute de capital fixe	30 450	32 873	34 358	37 140	39 588	41 915	43 691
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	23 942	26 326	28 088	30 491	32 559	34 628	35 362
11	Bâtiments résidentiels	7 193	8 452	8 129	7 893	8 380	8 692	10 473
12	Ouvrages non résidentiels	5 232	5 100	5 267	5 996	5 695	6 631	6 676
13	Machines et matériel	8 571	9 483	11 376	12 990	14 185	14 344	12 619
14	Produits de propriété intellectuelle	2 946	3 291	3 316	3 612	4 299	4 961	5 594
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	201	198	174	116	155	185	212
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	6 307	6 349	6 096	6 533	6 874	7 102	8 117
17	Investissements en stocks	2 197	602	943	381	2 885	3 043	- 1 903
18	Exportations de biens et services	92 969	94 346	103 159	110 558	123 339	141 104	140 307
19	Vers les autres pays	58 566	60 148	64 973	72 793	82 388	96 706	93 523
20	Biens	52 686	53 311	57 188	63 783	72 728	85 389	81 808
21	Services	5 880	6 837	7 785	9 010	9 660	11 317	11 715
22	Vers les autres provinces	34 403	34 198	38 186	37 765	40 951	44 398	46 784
23	Biens	19 795	20 078	22 556	20 999	22 935	24 126	26 379
24	Services	14 608	14 120	15 630	16 766	18 016	20 272	20 405
Moins :								
25	Importations de biens et services	89 818	94 188	102 695	109 620	120 373	136 418	132 585
26	Des autres pays	54 517	57 799	65 620	71 964	79 645	89 366	84 673
27	Biens	47 356	50 013	57 021	63 152	70 428	79 687	74 857
28	Services	7 161	7 786	8 599	8 812	9 217	9 679	9 816
29	Des autres provinces	35 301	36 389	37 075	37 656	40 728	47 052	47 912
30	Biens	19 360	19 485	19 028	18 226	19 448	22 611	23 821
31	Services	15 941	16 904	18 047	19 430	21 280	24 441	24 091
32	Divergence statistique	- 1 127	- 484	- 80	267	495	89	- 296
33	Produit intérieur brut aux prix du marché	181 229	184 474	193 119	201 009	216 102	230 623	238 396
34	Demande intérieure finale	177 009	184 199	191 792	199 423	209 755	222 805	232 874

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
199 567	210 664	217 276	226 730	236 073	248 451	259 167	267 030	278 809	289 750	298 312	307 969	01
140 752	147 141	153 081	159 506	165 984	174 223	182 082	183 997	192 739	200 207	205 746	212 470	02
22 812	23 748	23 927	24 140	24 849	25 879	26 912	26 329	27 945	28 201	28 414	28 962	03
12 176	12 554	12 923	13 414	13 952	14 445	14 896	14 923	15 424	15 606	16 007	16 432	04
39 247	41 198	42 829	44 437	45 932	48 460	51 001	51 360	53 113	56 182	57 169	59 128	05
66 517	69 641	73 402	77 515	81 251	85 439	89 273	91 385	96 257	100 218	104 156	107 948	06
3 871	4 090	4 342	4 493	4 566	4 807	5 136	5 337	5 407	5 832	6 008	6 061	07
54 944	59 433	59 853	62 731	65 523	69 421	71 949	77 696	80 663	83 711	86 558	89 438	08
47 330	50 198	56 424	57 898	60 253	65 230	69 179	67 942	71 029	75 161	80 026	77 862	09
38 182	40 721	45 972	46 047	48 399	52 289	53 762	50 752	53 526	57 255	62 103	59 300	10
13 528	15 475	18 713	19 265	20 101	22 006	22 221	22 176	24 859	25 088	26 181	25 217	11
6 933	7 520	8 636	8 102	8 870	9 933	10 479	10 625	10 663	13 135	16 515	15 780	12
11 968	11 800	12 750	12 619	13 139	13 553	13 818	11 223	10 933	11 403	11 868	11 015	13
5 753	5 926	5 873	6 061	6 289	6 797	7 244	6 728	7 071	7 629	7 539	7 288	14
267	238	142	335	342	271	383	395	437	420	455	464	15
8 881	9 239	10 310	11 516	11 512	12 670	15 034	16 795	17 066	17 486	17 468	18 098	16
- 1 847	18	1 470	2 815	1 562	2 081	2 089	- 2 315	411	2 294	2 278	1 337	17
140 527	134 605	139 872	144 725	151 117	154 931	157 851	143 731	148 101	158 198	160 353	163 680	18
92 348	84 439	89 034	91 402	94 136	94 697	96 472	82 045	83 409	90 281	91 068	93 245	19
79 753	71 847	76 460	78 994	80 878	81 289	82 479	67 192	68 329	73 683	73 465	75 039	20
12 595	12 592	12 574	12 408	13 258	13 408	13 993	14 853	15 080	16 598	17 603	18 206	21
48 179	50 166	50 838	53 323	56 981	60 234	61 379	61 686	64 692	67 917	69 285	70 435	22
27 169	28 310	28 279	28 913	30 616	33 633	32 955	33 023	35 418	36 441	37 125	37 180	23
21 010	21 856	22 559	24 410	26 365	26 601	28 424	28 663	29 274	31 476	32 160	33 255	24
136 559	136 165	143 533	151 677	158 243	164 409	174 684	160 598	168 636	179 697	183 808	187 703	25
86 329	83 476	88 001	94 493	99 041	102 488	112 291	100 212	106 285	114 347	119 064	121 525	26
75 490	72 567	76 987	83 211	86 788	90 137	99 671	86 123	91 582	98 181	102 881	104 963	27
10 839	10 909	11 014	11 282	12 253	12 351	12 620	14 089	14 703	16 166	16 183	16 562	28
50 230	52 689	55 532	57 184	59 202	61 921	62 393	60 386	62 351	65 350	64 744	66 178	29
26 243	27 777	28 622	28 900	29 392	31 169	30 646	26 228	26 347	28 356	26 954	27 236	30
23 987	24 912	26 910	28 284	29 810	30 752	31 747	34 158	36 004	36 994	37 790	38 942	31
3	224	43	- 44	17	- 410	- 7	- 258	- 43	26	270	- 298	32
249 021	259 545	271 553	280 447	290 779	305 876	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	33
246 897	260 862	273 700	284 628	296 326	313 681	328 346	334 972	349 838	364 911	378 338	385 831	34

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel¹, Québec, 1995-2013

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Dépenses		M\$ enchaînés (2007)						
01	Dépenses de consommation finale	181 378	185 492	190 756	194 286	200 050	206 539	212 354
02	Dépenses de consommation finale des ménages	121 228	125 289	130 307	133 429	137 974	142 783	145 881
03	Biens durables	13 506	14 616	16 251	17 054	18 315	19 368	20 257
04	Biens semi-durables	9 047	9 211	9 402	9 836	10 053	10 459	10 916
05	Biens non durables	39 955	40 751	41 416	41 936	42 901	43 816	44 066
06	Services	59 970	61 835	64 126	65 334	67 312	69 638	70 994
07	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 474	2 736	3 486	3 546	3 891	4 112	4 370
08	Dépenses de consommation finale des administrations publiques	58 320	57 927	57 202	57 460	58 255	59 682	62 231
09	Formation brute de capital fixe	34 246	37 371	38 432	41 160	43 966	46 273	47 517
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	26 627	29 577	31 095	33 377	35 818	37 985	38 085
11	Bâtiments résidentiels	10 372	12 111	11 511	11 094	11 468	11 645	13 660
12	Ouvrages non résidentiels	7 285	6 892	6 902	7 667	7 137	8 001	7 969
13	Machines et matériel	5 875	6 799	8 207	9 294	10 596	11 057	9 672
14	Produits de propriété intellectuelle	3 806	4 325	4 094	4 421	5 136	5 763	6 211
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	216	215	188	152	170	205	227
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7 455	7 606	7 137	7 614	7 953	8 043	9 202
17	Investissements en stocks	2 507	357	661	388	2 891	3 148	- 2 063
18	Exportations de biens et services	102 740	105 725	114 236	121 470	134 780	149 591	146 581
19	Vers les autres pays	60 465	63 523	69 060	76 127	86 578	98 863	93 732
20	Biens	53 241	55 406	60 049	65 866	75 792	86 527	81 180
21	Services	7 083	8 054	8 965	10 241	10 693	12 230	12 515
22	Vers les autres provinces	42 984	42 675	45 621	45 448	48 037	50 235	52 727
23	Biens	24 179	24 549	26 616	25 151	26 795	26 787	29 273
24	Services	18 823	18 116	18 979	20 300	21 242	23 481	23 442
Moins :								
25	Importations de biens et services	95 075	100 189	108 881	114 462	124 964	137 130	131 545
26	Des autres pays	52 531	56 296	64 295	68 814	76 141	83 128	77 404
27	Biens	44 503	47 794	55 095	59 932	67 046	73 808	68 426
28	Services	8 215	8 683	9 333	8 932	9 111	9 314	8 978
29	Des autres provinces	43 586	44 734	44 731	45 499	48 402	53 640	54 338
30	Biens	23 782	24 100	23 306	22 656	23 651	25 755	26 926
31	Services	19 848	20 679	21 455	22 830	24 715	27 835	27 358
32	Divergence statistique	- 1 404	- 601	- 98	324	592	104	- 340
33	Produit intérieur brut aux prix du marché	225 788	228 984	235 630	243 828	258 373	269 507	273 585
34	Demande intérieure finale	215 144	222 542	228 859	235 242	243 896	252 721	259 776

1. Déflation officielle selon la méthode de l'indice de volume en chaîne Fisher : la somme des parties diffère des totaux.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$ enchaînés (2007)												
219 014	225 783	230 131	234 751	241 352	248 451	255 347	261 216	269 853	273 902	276 599	280 840	01
151 088	155 581	159 279	163 163	167 844	174 223	179 794	181 390	187 977	191 335	193 448	197 287	02
22 161	23 149	23 442	23 740	24 683	25 879	28 136	28 004	29 598	29 632	29 541	29 943	03
11 449	11 969	12 492	13 016	13 688	14 445	15 357	15 604	16 737	16 972	17 154	17 543	04
45 109	45 832	46 234	46 293	46 901	48 460	48 872	49 609	50 133	50 719	50 505	51 771	05
72 529	74 706	77 163	80 150	82 581	85 439	87 497	88 216	91 672	94 126	96 351	98 109	06
4 757	4 844	4 889	4 818	4 857	4 807	5 035	5 224	5 243	5 603	5 635	5 650	07
63 262	65 460	66 029	66 801	68 677	69 421	70 521	74 562	76 604	76 961	77 522	77 953	08
50 406	53 314	58 903	59 956	61 378	65 230	66 571	63 669	66 725	69 247	72 106	69 446	09
40 320	42 893	47 639	47 423	49 164	52 289	51 939	47 643	50 478	53 161	56 454	53 521	10
16 875	18 338	20 963	20 818	20 804	22 006	21 214	20 651	22 731	22 617	22 902	22 051	11
8 089	8 657	9 489	8 608	9 137	9 933	9 839	9 893	9 538	11 180	13 805	12 996	12
9 304	9 870	11 277	11 740	12 805	13 553	13 771	10 610	11 419	12 055	12 496	11 547	13
6 155	6 203	6 085	6 323	6 416	6 797	7 127	6 433	6 750	7 225	6 975	6 621	14
280	253	151	349	348	271	370	383	426	403	430	431	15
9 804	10 157	11 093	12 195	11 864	12 670	14 250	15 604	15 789	15 685	15 266	15 498	16
- 1 866	- 115	1 493	3 327	1 821	2 081	2 027	- 1 743	50	2 306	1 908	1 717	17
146 654	143 452	146 115	149 597	152 061	154 931	149 602	143 124	144 546	144 264	146 484	147 085	18
93 353	88 696	92 266	94 754	95 609	94 698	91 684	83 096	83 238	81 251	82 310	82 798	19
80 351	75 607	79 324	82 123	82 155	81 289	78 532	68 943	68 893	66 899	67 534	67 760	20
12 989	13 080	12 940	12 638	13 454	13 408	13 150	14 054	14 234	14 223	14 627	14 872	21
53 225	54 858	53 891	54 886	56 483	60 234	57 920	59 916	61 163	62 845	64 009	64 117	22
29 574	30 621	29 456	29 003	29 432	33 633	30 621	32 732	34 230	34 545	35 304	34 954	23
23 639	24 219	24 439	25 936	27 134	26 601	27 332	27 214	26 998	28 337	28 749	29 181	24
134 185	138 700	145 397	151 750	156 691	164 409	162 537	156 878	164 864	167 152	169 991	168 273	25
78 129	80 739	86 234	92 581	96 545	102 488	103 573	98 098	105 347	107 275	111 104	109 358	26
68 690	70 743	75 930	81 913	84 832	90 137	91 457	84 439	90 717	91 279	94 767	93 804	27
9 431	9 975	10 303	10 684	11 712	12 351	12 107	13 695	14 669	16 081	16 405	15 581	28
56 456	58 375	59 410	59 234	60 166	61 921	58 937	58 773	59 551	59 926	58 983	58 999	29
29 637	30 712	30 058	28 984	28 796	31 169	28 363	26 196	26 211	26 690	25 525	25 140	30
26 766	27 609	29 321	30 270	31 437	30 752	30 604	32 606	33 351	33 265	33 446	33 824	31
3	246	46	- 47	18	- 410	- 7	- 253	- 41	24	248	- 272	32
281 038	284 795	292 111	296 594	300 580	305 874	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	33
269 356	279 052	289 032	294 704	302 727	313 681	321 915	324 762	336 478	343 084	348 687	350 192	34

Tableau 2.3A

Produit intérieur brut aux prix de 2007¹, Québec, 1995-2013

Dépenses		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$ constants (2007)						
01	Dépenses de consommation finale	180 038	184 010	188 982	192 523	198 287	204 865	210 856
02	Dépenses de consommation finale des ménages	120 192	124 155	128 847	131 967	136 536	141 400	144 672
03	Biens durables	13 320	14 398	15 938	16 733	18 004	19 100	20 015
04	Biens semi-durables	9 009	9 177	9 366	9 799	10 017	10 423	10 882
05	Biens non durables	39 589	40 405	41 013	41 535	42 507	43 434	43 742
06	Services	59 782	61 618	63 826	65 043	67 018	69 321	70 707
07	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 474	2 736	3 486	3 546	3 891	4 112	4 370
08	Dépenses de consommation finale des administrations publiques	58 224	57 763	57 017	57 286	58 071	59 529	62 124
09	Formation brute de capital fixe	33 985	37 132	38 282	41 018	43 887	46 175	47 187
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	26 586	29 550	31 168	33 455	35 960	38 050	37 876
11	Bâtiments résidentiels	10 345	12 060	11 487	11 071	11 446	11 624	13 650
12	Ouvrages non résidentiels	7 285	6 892	6 902	7 667	7 137	8 001	7 969
13	Machines et matériel	5 875	6 799	8 207	9 294	10 596	11 057	9 672
14	Produits de propriété intellectuelle	3 773	4 287	4 067	4 393	5 118	5 682	6 114
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	200	198	176	162	156	188	207
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7 180	7 368	6 926	7 390	7 757	7 915	9 103
17	Investissements en stocks	2 410	484	1 117	453	3 321	3 589	- 2 336
18	Exportations de biens et services	102 689	105 684	114 614	121 901	135 193	150 122	146 879
19	Vers les autres pays	60 014	63 310	69 318	76 418	86 845	99 182	93 847
20	Biens	52 887	55 238	60 327	66 177	76 070	86 845	81 301
21	Services	7 034	8 007	8 928	10 200	10 654	12 200	12 494
22	Vers les autres provinces	43 044	42 589	45 459	45 345	47 952	50 183	52 661
23	Biens	24 111	24 406	26 415	25 029	26 677	26 681	29 152
24	Services	18 860	18 133	19 007	20 330	21 281	23 556	23 521
Moins :								
25	Importations de biens et services	93 343	98 622	107 398	112 943	123 284	135 629	129 860
26	Des autres pays	51 610	55 582	63 654	68 138	75 524	82 698	76 821
27	Biens	43 730	47 223	54 558	59 335	66 462	73 360	67 857
28	Services	8 150	8 615	9 260	8 862	9 040	9 241	8 910
29	Des autres provinces	43 376	44 509	44 550	45 365	48 099	53 396	54 047
30	Biens	23 772	23 957	23 137	22 557	23 395	25 557	26 714
31	Services	19 734	20 640	21 410	22 782	24 663	27 784	27 297
32	Divergence statistique	- 1 327	- 561	- 93	317	574	99	- 329
33	Produit intérieur brut aux prix du marché	227 121	230 936	237 531	245 477	260 309	271 359	275 297
34	Demande intérieure finale	213 393	220 649	226 767	233 158	241 880	250 787	257 762

1. Méthode antérieure de déflation selon l'indice de volume Laspeyres : publiée à titre indicatif.

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$ constants (2007)												
217 812	224 607	229 084	233 938	240 919	248 451	255 488	261 354	270 286	274 400	277 188	281 515	01
150 111	154 626	158 427	162 512	167 536	174 223	179 925	181 601	188 488	191 904	194 099	197 998	02
21 896	22 878	23 186	23 532	24 560	25 879	28 155	28 095	29 810	29 883	29 839	30 292	03
11 421	11 941	12 465	12 993	13 669	14 445	15 361	15 615	16 785	17 024	17 204	17 593	04
44 878	45 628	46 075	46 202	46 887	48 460	48 913	49 665	50 180	50 794	50 606	51 899	05
72 286	74 461	76 953	79 991	82 512	85 439	87 496	88 226	91 713	94 203	96 450	98 214	06
4 757	4 844	4 889	4 818	4 857	4 807	5 035	5 224	5 243	5 603	5 635	5 650	07
63 186	65 394	65 971	66 746	68 648	69 421	70 528	74 529	76 555	76 893	77 454	77 867	08
49 700	52 584	58 188	59 547	61 310	65 230	66 692	63 897	67 109	69 699	72 268	69 596	09
39 841	42 394	47 131	47 151	49 139	52 289	51 986	47 584	50 567	53 254	56 257	53 297	10
16 809	18 271	20 878	20 782	20 813	22 006	21 216	20 662	22 730	22 623	22 910	22 074	11
8 089	8 657	9 489	8 608	9 137	9 933	9 853	9 832	9 608	11 165	13 663	12 818	12
9 304	9 870	11 277	11 740	12 805	13 553	13 788	10 648	11 477	12 244	12 698	11 759	13
6 059	6 118	6 031	6 301	6 360	6 797	7 129	6 442	6 752	7 222	6 986	6 646	14
264	237	139	327	332	271	371	385	422	409	437	443	15
9 589	9 943	10 910	12 082	11 832	12 670	14 335	15 928	16 120	16 036	15 574	15 856	16
- 2 061	- 87	1 610	3 810	2 131	2 081	2 111	- 1 646	3	2 364	1 972	1 787	17
146 475	143 184	146 260	149 327	152 028	154 931	149 877	143 778	144 475	144 500	146 581	147 701	18
93 208	88 563	92 245	94 427	95 251	94 698	91 822	83 100	82 732	81 081	81 926	82 748	19
80 202	75 484	79 296	81 763	81 795	81 289	78 672	69 065	68 519	66 890	67 332	67 911	20
13 000	13 093	12 946	12 645	13 455	13 408	13 150	14 035	14 213	14 191	14 594	14 837	21
52 941	54 528	53 762	54 620	56 570	60 234	58 055	60 678	61 743	63 419	64 655	64 953	22
29 247	30 246	29 284	28 692	29 450	33 633	30 723	33 449	34 736	35 086	35 909	35 773	23
23 710	24 292	24 513	26 015	27 224	26 601	27 331	27 228	27 007	28 333	28 747	29 180	24
131 987	136 438	143 575	150 035	155 322	164 409	162 821	157 018	165 016	168 262	171 181	169 863	25
77 290	79 915	85 612	91 902	96 012	102 488	103 762	98 169	105 452	108 257	111 978	110 702	26
67 868	69 941	75 327	81 244	84 303	90 137	91 643	84 441	90 751	92 151	95 533	95 093	27
9 419	9 962	10 286	10 671	11 705	12 351	12 119	13 727	14 701	16 106	16 445	15 609	28
55 910	57 773	58 909	58 529	59 507	61 921	59 060	58 850	59 564	60 005	59 203	59 161	29
29 244	30 266	29 694	28 366	28 178	31 169	28 457	26 230	26 198	26 729	25 745	25 326	30
26 669	27 510	29 215	30 161	31 325	30 752	30 603	32 620	33 366	33 276	33 457	33 835	31
4	257	49	- 49	20	- 410	- 7	- 247	- 41	23	255	- 269	32
282 769	286 397	293 607	298 019	302 279	305 874	311 339	310 117	316 817	322 724	327 083	330 468	33
267 280	276 993	287 212	293 427	302 169	313 681	322 180	325 251	337 395	344 099	349 456	351 111	34

Tableau 2.4

Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel¹, Québec, 1995-2013

Dépenses		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		Points de pourcentage						
01	Dépenses de consommation finale	0,539	1,840	2,322	1,513	2,399	2,561	2,207
02	Dépenses de consommation finale des ménages	0,899	1,871	2,291	1,389	1,962	1,958	1,207
03	Biens durables	- 0,089	0,612	0,888	0,422	0,638	0,494	0,389
04	Biens semi-durables	0,209	0,093	0,106	0,233	0,113	0,196	0,208
05	Biens non durables	0,135	0,319	0,267	0,204	0,369	0,336	0,090
06	Services	0,644	0,847	1,030	0,530	0,842	0,933	0,520
07	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,073	0,131	0,323	0,023	0,134	0,079	0,088
08	Dépenses de consommation finale des administrations publiques	- 0,433	- 0,162	- 0,293	0,101	0,303	0,524	0,912
09	Formation brute de capital fixe	- 1,031	1,524	0,506	1,265	1,250	0,953	0,488
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	- 1,022	1,455	0,732	1,070	1,099	0,902	0,039
11	Bâtiments résidentiels	- 1,242	0,667	- 0,226	- 0,153	0,133	0,060	0,655
12	Ouvrages non résidentiels	- 0,197	- 0,158	0,004	0,305	- 0,206	0,321	- 0,011
13	Machines et matériel	0,359	0,726	1,052	0,781	0,880	0,278	- 0,774
14	Produits de propriété intellectuelle	0,059	0,220	- 0,098	0,137	0,292	0,243	0,170
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,003	- 0,001	- 0,013	- 0,016	0,007	0,014	0,009
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	- 0,012	0,070	- 0,213	0,211	0,144	0,036	0,440
17	Investissements en stocks	0,946	- 1,135	0,152	- 0,126	1,191	0,136	- 2,190
18	Exportations de biens et services	2,489	1,480	4,107	3,386	5,998	6,299	- 1,229
19	Vers les autres pays	1,616	1,616	2,811	3,461	4,922	5,426	- 2,178
20	Biens	1,464	1,167	2,391	2,885	4,723	4,784	- 2,292
21	Services	0,152	0,449	0,420	0,576	0,199	0,643	0,114
22	Vers les autres provinces	0,873	- 0,136	1,296	- 0,074	1,076	0,873	0,949
23	Biens	0,375	0,167	0,925	- 0,637	0,686	- 0,004	0,963
24	Services	0,497	- 0,303	0,371	0,562	0,390	0,876	- 0,015
Moins :								
25	Importations de biens et services	1,282	2,656	4,399	2,739	4,981	5,449	- 2,403
26	Des autres pays	1,187	2,142	4,400	2,411	3,785	3,391	- 2,667
27	Biens	1,026	1,914	4,083	2,608	3,696	3,295	- 2,513
28	Services	0,161	0,228	0,317	- 0,197	0,088	0,095	- 0,154
29	Des autres provinces	0,095	0,513	- 0,001	0,329	1,196	2,059	0,264
30	Biens	0,137	0,142	- 0,347	- 0,272	0,399	0,818	0,444
31	Services	- 0,041	0,371	0,345	0,601	0,797	1,241	- 0,180
32	Divergence statistique	0,368	0,361	0,216	0,180	0,108	- 0,191	- 0,165
33	Produit intérieur brut aux prix du marché	2,028	1,415	2,902	3,479	5,965	4,309	1,513
34	Demande intérieure finale	- 0,492	3,365	2,827	2,779	3,649	3,514	2,695

1. En relation avec le tableau 2.3 et non le tableau 2.3A.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
Points de pourcentage												
2,498	2,472	1,557	1,611	2,262	2,371	2,264	1,894	2,786	1,266	0,825	1,287	01
2,000	1,671	1,345	1,375	1,623	2,142	1,827	0,513	2,109	1,040	0,639	1,147	02
0,812	0,402	0,115	0,111	0,337	0,405	0,720	-0,040	0,471	0,010	-0,025	0,108	03
0,235	0,218	0,208	0,197	0,243	0,258	0,293	0,075	0,334	0,065	0,048	0,102	04
0,373	0,253	0,140	0,020	0,208	0,521	0,137	0,243	0,172	0,190	-0,069	0,402	05
0,580	0,797	0,883	1,046	0,836	0,957	0,677	0,234	1,131	0,776	0,684	0,535	06
0,131	0,029	0,015	-0,024	0,013	-0,016	0,075	0,061	0,006	0,112	0,010	0,004	07
0,367	0,773	0,197	0,260	0,626	0,245	0,362	1,320	0,671	0,114	0,177	0,136	08
1,117	1,083	2,026	0,370	0,488	1,392	0,446	-0,968	1,022	0,643	0,900	-0,828	09
0,872	0,967	1,734	-0,076	0,600	1,099	-0,116	-1,430	0,946	0,812	1,027	-0,903	10
1,049	0,477	0,870	-0,048	-0,005	0,399	-0,264	-0,189	0,708	-0,038	0,092	-0,272	11
0,042	0,194	0,282	-0,298	0,178	0,273	-0,032	0,018	-0,122	0,537	0,892	-0,272	12
-0,198	0,278	0,625	0,186	0,395	0,299	0,071	-1,032	0,256	0,164	0,120	-0,252	13
-0,021	0,018	-0,043	0,084	0,032	0,127	0,108	-0,227	0,104	0,149	-0,077	-0,108	14
0,021	-0,010	-0,036	0,069	0,000	-0,025	0,033	0,004	0,014	-0,005	0,008	0,001	15
0,224	0,127	0,329	0,377	-0,112	0,318	0,529	0,457	0,062	-0,164	-0,136	0,075	16
0,073	0,686	0,610	0,666	-0,529	-0,119	0,191	-1,238	0,567	0,703	-0,110	-0,054	17
0,029	-1,203	0,963	1,223	0,851	0,395	-1,788	-2,111	0,452	-0,091	0,698	0,185	18
-0,157	-1,791	1,306	0,876	0,294	-0,305	-1,009	-2,776	0,044	-0,629	0,337	0,152	19
-0,345	-1,826	1,358	0,983	0,011	-0,290	-0,923	-3,080	-0,015	-0,625	0,199	0,069	20
0,188	0,035	-0,052	-0,107	0,283	-0,015	-0,087	0,304	0,060	-0,004	0,137	0,083	21
0,186	0,588	-0,343	0,348	0,558	0,700	-0,779	0,665	0,408	0,538	0,361	0,033	22
0,114	0,382	-0,419	-0,162	0,154	1,133	-1,021	0,704	0,481	0,099	0,229	-0,103	23
0,072	0,206	0,077	0,509	0,404	-0,433	0,243	-0,039	-0,072	0,439	0,132	0,136	24
1,114	1,788	2,518	2,304	1,750	2,623	-0,637	-1,879	2,570	0,717	0,877	-0,528	25
0,332	1,107	2,155	2,365	1,430	2,034	0,366	-1,825	2,316	0,597	1,173	-0,533	26
0,121	0,866	2,020	2,217	1,049	1,813	0,447	-2,346	2,006	0,173	1,081	-0,297	27
0,211	0,242	0,135	0,148	0,381	0,221	-0,081	0,521	0,311	0,424	0,092	-0,236	28
0,782	0,681	0,362	-0,061	0,320	0,589	-1,003	-0,054	0,254	0,120	-0,296	0,005	29
1,001	0,381	-0,232	-0,382	-0,067	0,814	-0,954	-0,714	0,005	0,148	-0,354	-0,115	30
-0,219	0,300	0,595	0,321	0,387	-0,225	-0,049	0,661	0,249	-0,028	0,058	0,120	31
0,122	0,087	-0,069	-0,032	0,022	-0,134	0,131	-0,078	0,068	0,021	0,073	-0,158	32
2,724	1,337	2,569	1,535	1,344	1,280	1,881	-0,624	2,326	1,825	1,507	0,960	33
3,614	3,555	3,583	1,981	2,750	3,762	2,710	0,925	3,808	1,909	1,725	0,459	34

Tableau 2.5

Indices implicites de prix, produit intérieur brut¹, Québec, 1995-2013

Indice	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	2007=100						
01 Dépenses de consommation finale	80,8	81,6	82,5	83,5	85,1	87,6	89,1
02 Dépenses de consommation finale des ménages	82,9	84,3	85,6	86,7	88,1	90,0	91,4
03 Biens durables	99,4	100,8	101,5	102,0	102,8	102,0	102,0
04 Biens semi-durables	103,1	102,6	103,5	104,3	105,7	105,7	105,9
05 Biens non durables	72,0	73,8	75,6	76,4	78,5	82,0	84,7
06 Services	81,7	83,2	84,3	85,7	86,8	88,7	89,8
07 Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	93,3	88,4	71,8	79,0	78,3	78,2	81,2
08 Dépenses de consommation finale des administrations publiques	74,9	74,7	75,8	76,2	78,2	82,4	84,1
09 Formation brute de capital fixe	88,9	88,0	89,4	90,2	90,0	90,6	91,9
10 Formation brute de capital fixe des entreprises	89,9	89,0	90,3	91,4	90,9	91,2	92,9
11 Bâtiments résidentiels	69,4	69,8	70,6	71,1	73,1	74,6	76,7
12 Ouvrages non résidentiels	71,8	74,0	76,3	78,2	79,8	82,9	83,8
13 Machines et matériel	145,9	139,5	138,6	139,8	133,9	129,7	130,5
14 Produits de propriété intellectuelle	77,4	76,1	81,0	81,7	83,7	86,1	90,1
15 Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	93,1	92,1	92,6	76,3	91,2	90,2	93,4
16 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	84,6	83,5	85,4	85,8	86,4	88,3	88,2
17 Exportations de biens et services	90,5	89,2	90,3	91,0	91,5	94,3	95,7
18 Vers les autres pays	96,9	94,7	94,1	95,6	95,2	97,8	99,8
19 Biens	99,0	96,2	95,2	96,8	96,0	98,7	100,8
20 Services	83,0	84,9	86,8	88,0	90,3	92,5	93,6
21 Vers les autres provinces	80,0	80,1	83,7	83,1	85,2	88,4	88,7
22 Biens	81,9	81,8	84,7	83,5	85,6	90,1	90,1
23 Services	77,6	77,9	82,4	82,6	84,8	86,3	87,0
Moins :							
24 Importations de biens et services	94,5	94,0	94,3	95,8	96,3	99,5	100,8
25 Des autres pays	103,8	102,7	102,1	104,6	104,6	107,5	109,4
26 Biens	106,4	104,6	103,5	105,4	105,0	108,0	109,4
27 Services	87,2	89,7	92,1	98,7	101,2	103,9	109,3
28 Des autres provinces	81,0	81,3	82,9	82,8	84,1	87,7	88,2
29 Biens	81,4	80,9	81,6	80,4	82,2	87,8	88,5
30 Services	80,3	81,7	84,1	85,1	86,1	87,8	88,1
31 Produit intérieur brut aux prix du marché	80,3	80,6	82,0	82,4	83,6	85,6	87,1
32 Demande intérieure finale	82,3	82,8	83,8	84,8	86,0	88,2	89,6

1. En relation avec les tableaux 2.2 et 2.3.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
2007=100												
91,1	93,3	94,4	96,6	97,8	100,0	101,5	102,2	103,3	105,8	107,8	109,7	01
93,2	94,6	96,1	97,8	98,9	100,0	101,3	101,4	102,5	104,6	106,4	107,7	02
102,9	102,6	102,1	101,7	100,7	100,0	95,6	94,0	94,4	95,2	96,2	96,7	03
106,3	104,9	103,5	103,1	101,9	100,0	97,0	95,6	92,2	92,0	93,3	93,7	04
87,0	89,9	92,6	96,0	97,9	100,0	104,4	103,5	105,9	110,8	113,2	114,2	05
91,7	93,2	95,1	96,7	98,4	100,0	102,0	103,6	105,0	106,5	108,1	110,0	06
81,4	84,4	88,8	93,3	94,0	100,0	102,0	102,2	103,1	104,1	106,6	107,3	07
86,9	90,8	90,6	93,9	95,4	100,0	102,0	104,2	105,3	108,8	111,7	114,7	08
93,9	94,2	95,8	96,6	98,2	100,0	103,9	106,7	106,5	108,5	111,0	112,1	09
94,7	94,9	96,5	97,1	98,4	100,0	103,5	106,5	106,0	107,7	110,0	110,8	10
80,2	84,4	89,3	92,5	96,6	100,0	104,7	107,4	109,4	110,9	114,3	114,4	11
85,7	86,9	91,0	94,1	97,1	100,0	106,5	107,4	111,8	117,5	119,6	121,4	12
128,6	119,6	113,1	107,5	102,6	100,0	100,3	105,8	95,7	94,6	95,0	95,4	13
93,5	95,5	96,5	95,9	98,0	100,0	101,6	104,6	104,8	105,6	108,1	110,1	14
95,4	94,1	94,0	96,0	98,3	100,0	103,5	103,1	102,6	104,2	105,8	107,7	15
90,6	91,0	92,9	94,4	97,0	100,0	105,5	107,6	108,1	111,5	114,4	116,8	16
95,8	93,8	95,7	96,7	99,4	100,0	105,5	100,4	102,5	109,7	109,5	111,3	17
98,9	95,2	96,5	96,5	98,5	100,0	105,2	98,7	100,2	111,1	110,6	112,6	18
99,3	95,0	96,4	96,2	98,4	100,0	105,0	97,5	99,2	110,1	108,8	110,7	19
97,0	96,3	97,2	98,2	98,5	100,0	106,4	105,7	105,9	116,7	120,3	122,4	20
90,5	91,4	94,3	97,2	100,9	100,0	106,0	103,0	105,8	108,1	108,2	109,9	21
91,9	92,5	96,0	99,7	104,0	100,0	107,6	100,9	103,5	105,5	105,2	106,4	22
88,9	90,2	92,3	94,1	97,2	100,0	104,0	105,3	108,4	111,1	111,9	114,0	23
101,8	98,2	98,7	100,0	101,0	100,0	107,5	102,4	102,3	107,5	108,1	111,5	24
110,5	103,4	102,0	102,1	102,6	100,0	108,4	102,2	100,9	106,6	107,2	111,1	25
109,9	102,6	101,4	101,6	102,3	100,0	109,0	102,0	101,0	107,6	108,6	111,9	26
114,9	109,4	106,9	105,6	104,6	100,0	104,2	102,9	100,2	100,5	98,6	106,3	27
89,0	90,3	93,5	96,5	98,4	100,0	105,9	102,7	104,7	109,1	109,8	112,2	28
88,5	90,4	95,2	99,7	102,1	100,0	108,0	100,1	100,5	106,2	105,6	108,3	29
89,6	90,2	91,8	93,4	94,8	100,0	103,7	104,8	108,0	111,2	113,0	115,1	30
88,6	91,1	93,0	94,6	96,7	100,0	100,6	101,9	104,0	107,0	108,9	109,5	31
91,7	93,5	94,7	96,6	97,9	100,0	102,0	103,1	104,0	106,4	108,5	110,2	32

Tableau 2.6

Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix, Québec, 1995-2013

Dépenses		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		Points de pourcentage						
01	Dépenses de consommation finale	0,711	0,782	0,955	0,977	1,462	2,320	1,358
02	Dépenses de consommation finale des ménages	0,419	0,932	0,894	0,718	0,923	1,192	0,872
03	Biens durables	0,135	0,104	0,056	0,041	0,075	-0,074	0,002
04	Biens semi-durables	-0,072	-0,027	0,048	0,038	0,067	-0,001	0,010
05	Biens non durables	0,176	0,386	0,416	0,167	0,415	0,700	0,505
06	Services	0,180	0,469	0,373	0,472	0,366	0,567	0,355
07	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,043	-0,070	-0,275	0,129	-0,014	-0,001	0,054
08	Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,336	-0,080	0,337	0,130	0,553	1,129	0,431
09	Formation brute de capital fixe	0,107	-0,188	0,291	0,169	-0,040	0,110	0,276
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	0,066	-0,140	0,214	0,168	-0,076	0,044	0,276
11	Bâtiments résidentiels	0,044	0,027	0,053	0,031	0,105	0,082	0,110
12	Ouvrages non résidentiels	0,064	0,085	0,085	0,071	0,057	0,106	0,031
13	Machines et matériel	-0,021	-0,222	-0,035	0,052	-0,283	-0,203	0,033
14	Produits de propriété intellectuelle	-0,020	-0,030	0,111	0,015	0,046	0,059	0,102
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,002	-0,001	0,001	-0,014	0,012	-0,001	0,003
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,039	-0,047	0,077	0,015	0,024	0,068	-0,004
17	Investissements en stocks	-0,006	0,253	0,031	-0,162	0,046	-0,064	0,065
18	Exportations de biens et services	3,391	-0,717	0,625	0,428	0,305	1,810	0,889
19	Vers les autres pays	2,593	-0,740	-0,216	0,568	-0,180	1,112	0,813
20	Biens	2,509	-0,817	-0,305	0,513	-0,300	0,998	0,755
21	Services	0,084	0,077	0,089	0,055	0,120	0,114	0,057
22	Vers les autres provinces	0,798	0,023	0,841	-0,140	0,486	0,698	0,076
23	Biens	0,669	-0,011	0,404	-0,164	0,263	0,544	0,005
24	Services	0,128	0,034	0,438	0,024	0,222	0,154	0,072
Moins :								
25	Importations de biens et services	2,117	-0,246	0,171	0,824	0,321	1,870	0,758
26	Des autres pays	1,173	-0,332	-0,196	0,852	0,008	1,046	0,652
27	Biens	1,058	-0,448	-0,315	0,549	-0,101	0,931	0,438
28	Services	0,115	0,116	0,119	0,303	0,109	0,115	0,213
29	Des autres provinces	0,945	0,086	0,367	-0,028	0,314	0,825	0,106
30	Biens	0,722	-0,073	0,100	-0,140	0,200	0,622	0,076
31	Services	0,223	0,159	0,267	0,112	0,114	0,202	0,030
32	Divergence statistique	-0,027	-0,006	0,002	-0,002	0,004	0,005	-0,001
33	Produit intérieur brut aux prix du marché	2,059	0,370	1,734	0,586	1,456	2,311	1,830
34	Demande intérieure finale	0,819	0,594	1,246	1,146	1,422	2,430	1,633

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
Points de pourcentage												
1,815	1,937	0,963	1,842	1,037	1,831	1,220	0,603	0,910	2,017	1,631	1,405	01
1,088	0,867	0,919	0,972	0,664	0,648	0,729	0,095	0,634	1,200	0,950	0,728	02
0,083	-0,032	-0,046	-0,033	-0,087	-0,058	-0,381	-0,147	0,036	0,067	0,086	0,044	03
0,020	-0,068	-0,067	-0,018	-0,053	-0,093	-0,145	-0,067	-0,177	-0,010	0,067	0,017	04
0,427	0,524	0,481	0,567	0,321	0,337	0,687	-0,130	0,378	0,732	0,352	0,145	05
0,557	0,443	0,551	0,456	0,484	0,462	0,568	0,439	0,397	0,411	0,445	0,522	06
0,003	0,059	0,081	0,079	0,013	0,099	0,032	0,003	0,016	0,016	0,041	0,010	07
0,724	1,012	-0,037	0,791	0,360	1,084	0,459	0,505	0,259	0,802	0,640	0,666	08
0,395	0,053	0,349	0,169	0,344	0,292	0,836	0,582	-0,053	0,595	0,495	0,224	09
0,300	0,039	0,269	0,104	0,230	0,217	0,593	0,481	-0,075	0,304	0,363	0,121	10
0,221	0,297	0,364	0,250	0,301	0,247	0,332	0,177	0,134	0,107	0,221	0,003	11
0,065	0,039	0,143	0,103	0,093	0,087	0,208	0,028	0,134	0,203	0,077	0,067	12
-0,072	-0,347	-0,261	-0,234	-0,212	-0,162	0,015	0,212	-0,346	-0,024	0,013	0,014	13
0,087	0,051	0,023	-0,015	0,049	0,045	0,037	0,064	0,003	0,018	0,051	0,038	14
0,002	-0,001	0,000	0,002	0,003	0,001	0,004	0,000	-0,001	0,000	0,002	0,002	15
0,094	0,015	0,080	0,063	0,111	0,073	0,240	0,102	0,023	0,291	0,131	0,101	16
-0,050	0,053	-0,056	-0,175	0,087	0,298	-0,187	-0,158	0,288	-0,141	0,106	-0,209	17
0,062	-1,152	1,045	0,548	1,408	0,905	2,724	-2,383	0,918	3,130	-0,079	0,742	18
-0,331	-1,352	0,446	-0,012	0,673	0,502	1,579	-1,811	0,383	2,701	-0,111	0,455	19
-0,508	-1,316	0,402	-0,059	0,656	0,435	1,303	-1,779	0,372	2,240	-0,262	0,370	20
0,177	-0,036	0,045	0,047	0,017	0,067	0,276	-0,032	0,012	0,460	0,151	0,085	21
0,392	0,200	0,598	0,560	0,735	0,403	1,145	-0,573	0,535	0,429	0,032	0,288	22
0,213	0,070	0,407	0,393	0,449	-0,115	0,797	-0,688	0,271	0,209	-0,033	0,119	23
0,179	0,130	0,191	0,167	0,286	0,518	0,349	0,116	0,264	0,220	0,065	0,169	24
0,538	-1,957	0,295	0,670	0,567	-0,545	3,961	-2,607	-0,044	2,608	0,302	1,613	25
0,356	-2,253	-0,426	0,005	0,174	-0,880	2,811	-2,019	-0,407	1,826	0,179	1,217	26
0,142	-2,037	-0,331	0,056	0,213	-0,690	2,643	-1,964	-0,289	1,813	0,267	0,877	27
0,213	-0,215	-0,095	-0,050	-0,039	-0,190	0,168	-0,056	-0,118	0,013	-0,088	0,341	28
0,182	0,295	0,721	0,665	0,393	0,334	1,151	-0,588	0,363	0,782	0,122	0,395	29
0,008	0,228	0,553	0,484	0,241	-0,215	0,780	-0,692	0,033	0,456	-0,048	0,194	30
0,174	0,067	0,167	0,181	0,152	0,549	0,371	0,104	0,330	0,326	0,170	0,201	31
0,003	0,001	0,000	0,000	0,000	-0,009	-0,001	-0,002	0,000	0,000	-0,003	0,000	32
1,687	2,851	2,006	1,714	2,309	3,862	0,631	1,249	2,106	2,993	1,849	0,550	33
2,210	1,990	1,312	2,011	1,380	2,123	2,056	1,185	0,856	2,612	2,127	1,628	34

Tableau 2.7
Compte courant des ménages, Québec, 1995-2013

Composantes	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	M\$						
01 Rémunération des salariés¹	94 949	96 654	99 671	104 143	109 423	119 579	123 476
02 Plus : revenu mixte net	14 239	14 941	15 193	15 681	16 370	16 924	17 913
03 Non agricole	6 409	6 913	6 969	7 347	7 856	8 460	9 164
04 Agricole	587	632	567	541	627	611	732
05 Revenu de location des ménages	7 243	7 396	7 657	7 793	7 887	7 853	8 017
06 Plus : revenu net de la propriété	14 327	14 737	15 939	16 324	17 418	18 717	18 403
07 Revenu de la propriété reçu	22 840	22 828	22 931	23 494	24 269	26 386	25 967
08 Moins : revenu de la propriété payé	8 513	8 091	6 992	7 170	6 851	7 669	7 564
09 Égale : revenu primaire des ménages	123 515	126 332	130 803	136 148	143 211	155 220	159 792
10 Plus : transferts courants reçus	24 241	24 529	24 436	24 927	25 584	26 015	27 747
11 Des administrations publiques	23 378	23 641	23 526	23 939	24 620	25 019	26 731
12 Prestations d'assurance-emploi	4 099	3 772	3 405	3 318	3 097	2 972	3 449
13 Prestations de sécurité sociale	5 810	6 169	6 372	6 609	6 848	7 175	7 607
14 Autres prestations	13 469	13 700	13 749	14 012	14 675	14 872	15 675
15 Des institutions sans but lucratif au service des ménages	464	484	507	559	538	572	568
16 Des non-résidents	399	404	403	429	426	424	448
17 Moins : transferts courants payés	38 802	39 696	41 823	44 479	46 648	51 042	52 075
18 Aux administrations publiques	36 941	37 771	39 782	42 349	44 402	48 621	49 540
19 Impôt sur le revenu personnel	25 513	26 659	27 893	30 009	31 174	34 385	34 303
20 Cotisations aux régimes d'assistance sociale	9 566	9 459	10 174	10 376	10 962	11 871	12 450
21 Autres transferts courants	1 862	1 653	1 715	1 964	2 266	2 365	2 787
22 Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1 595	1 623	1 679	1 755	1 823	1 994	2 053
23 Aux non-résidents	266	302	362	375	423	427	482
24 Égale : revenu disponible des ménages	108 954	111 165	113 416	116 596	122 147	130 193	135 464
25 Moins : dépenses de consommation finale des ménages	100 551	105 648	111 586	115 685	121 568	128 482	133 319
26 Égale : épargne nette des ménages	8 403	5 517	1 830	911	579	1 711	2 145
27 Taux d'épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible des ménages	7,7	5,0	1,6	0,8	0,5	1,3	1,6

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
129 332	136 129	141 682	147 025	152 657	160 215	166 942	167 940	173 743	182 408	190 917	195 467	01
18 288	19 268	20 450	20 740	21 520	24 237	24 957	25 588	26 430	27 571	28 258	29 210	02
9 535	10 388	11 288	11 617	12 115	13 033	13 429	13 678	14 125	14 540	14 520	14 592	03
536	574	754	573	571	680	607	557	612	571	645	554	04
8 217	8 306	8 408	8 550	8 834	10 524	10 921	11 353	11 693	12 460	13 093	14 064	05
18 347	17 928	18 807	20 073	21 526	22 890	22 599	21 935	21 919	22 914	23 674	23 272	06
24 954	24 940	26 149	27 993	30 903	33 498	33 606	31 601	31 680	32 675	34 347	34 262	07
6 607	7 012	7 342	7 920	9 377	10 608	11 007	9 666	9 761	9 761	10 673	10 990	08
165 967	173 325	180 939	187 838	195 703	207 342	214 498	215 463	222 092	232 893	242 849	247 949	09
28 428	29 379	31 003	32 502	35 412	37 463	40 209	42 558	43 759	44 618	46 998	48 361	10
27 376	28 329	29 874	31 344	34 220	36 229	38 935	41 319	42 460	43 319	45 691	47 023	11
3 672	3 817	3 863	3 865	3 537	3 214	3 205	4 044	3 981	3 619	3 537	3 383	12
8 038	8 466	8 998	9 336	10 661	11 727	12 388	13 063	13 495	13 962	14 734	15 369	13
15 666	16 046	17 013	18 143	20 022	21 288	23 342	24 212	24 984	25 738	27 420	28 271	14
585	591	674	691	728	765	788	738	812	818	820	835	15
467	459	455	467	464	469	486	501	487	481	487	503	16
51 002	52 705	55 790	58 593	61 209	64 188	65 415	64 777	68 295	71 969	75 288	77 995	17
48 246	49 980	52 765	55 438	57 939	60 595	61 757	61 199	64 484	68 099	71 404	74 012	18
32 237	32 909	34 980	36 829	38 718	41 523	41 244	39 770	41 365	44 486	46 428	47 913	19
13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 767	17 316	18 701	19 090	20 371	21 294	20
2 864	2 988	3 188	3 244	3 345	3 576	3 746	4 113	4 418	4 523	4 605	4 805	21
2 158	2 178	2 418	2 450	2 602	2 715	2 791	2 677	2 919	2 961	2 959	3 006	22
598	547	607	705	668	878	867	901	892	909	925	977	23
143 393	149 999	156 152	161 747	169 906	180 617	189 292	193 244	197 556	205 542	214 559	218 315	24
140 752	147 141	153 081	159 506	165 984	174 223	182 082	183 997	192 739	200 207	205 746	212 470	25
2 641	2 858	3 071	2 241	3 922	6 394	7 210	9 247	4 817	5 335	8 813	5 845	26
1,8	1,9	2,0	1,4	2,3	3,5	3,8	4,8	2,4	2,6	4,1	2,7	27

Tableau 2.8

Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages, Québec, 1995-2013

Composantes	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	M\$						
01 Revenu intérieur brut aux prix du marché	181 229	184 474	193 119	201 009	216 102	230 623	238 396
Moins :							
02 Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	12 310	12 334	13 372	13 952	14 951	15 746	16 575
Égale :							
03 Revenu intérieur brut aux prix de base	168 919	172 140	179 747	187 057	201 151	214 877	221 821
Moins :							
04 Consommation de capital fixe	26 174	27 684	28 958	31 053	32 462	34 937	37 346
05 Divergence statistique	1 126	485	80	- 267	- 496	- 89	297
Égale :							
06 Revenu intérieur net aux prix de base	141 619	143 971	150 709	156 271	169 185	180 029	184 178
Moins :							
07 Excédent d'exploitation net : sociétés	21 451	21 177	24 516	24 930	31 573	31 543	31 177
08 Impôts moins les subventions sur la production	12 349	12 592	12 713	13 289	13 694	14 550	13 697
Plus :							
09 Revenu net de la propriété	14 327	14 737	15 939	16 324	17 418	18 717	18 403
10 Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	- 1 369	- 1 393	- 1 384	- 1 772	- 1 875	- 2 567	- 2 085
Égale :							
11 Revenu primaire des ménages	123 515	126 332	130 803	136 148	143 211	155 220	159 792
Moins :							
12 Transferts nets aux administrations publiques	13 563	14 130	16 256	18 410	19 782	23 602	22 809
13 Transferts nets aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1 131	1 139	1 172	1 196	1 285	1 422	1 485
14 Transfert nets aux non résidents	- 133	- 102	- 41	- 54	- 3	3	34
Égale :							
15 Revenu disponible des ménages	108 954	111 165	113 416	116 596	122 147	130 193	135 464
Moins :							
16 Dépenses de consommation finales des ménages	100 551	105 648	111 586	115 685	121 568	128 482	133 319
Égale :							
17 Épargne nette des ménages	8 403	5 517	1 830	911	579	1 711	2 145
18 Taux d'épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible des ménages	7,7	5,0	1,6	0,8	0,5	1,3	1,6

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
249 021	259 545	271 553	280 447	290 779	305 876	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	01
18 701	19 080	20 164	20 790	20 488	20 547	19 741	19 215	20 611	22 736	24 618	25 905	02
230 320	240 465	251 389	259 657	270 291	285 329	293 854	296 316	309 059	322 996	332 813	336 941	03
38 932	39 040	39 944	41 539	43 157	43 471	46 546	49 319	49 448	50 595	53 141	55 795	04
- 3	- 224	- 44	44	- 18	410	6	258	43	- 25	- 269	299	05
191 391	201 649	211 489	218 074	227 152	241 448	247 302	246 739	259 568	272 426	279 941	280 847	06
32 278	34 485	36 926	37 727	40 439	43 580	42 338	40 041	46 761	48 697	47 608	42 640	07
13 814	14 208	15 048	15 590	15 984	16 841	17 106	17 336	17 319	18 282	18 715	19 268	08
18 347	17 928	18 807	20 073	21 526	22 890	22 599	21 935	21 919	22 914	23 674	23 272	09
- 2 321	- 2 441	- 2 617	- 3 008	- 3 448	- 3 425	- 4 041	- 4 165	- 4 684	- 4 533	- 5 557	- 5 738	10
165 967	173 325	180 939	187 838	195 703	207 342	214 498	215 463	222 092	232 893	242 849	247 949	11
20 870	21 651	22 891	24 094	23 719	24 366	22 822	19 880	22 024	24 780	25 713	26 989	12
1 573	1 587	1 744	1 759	1 874	1 950	2 003	1 939	2 107	2 143	2 139	2 171	13
131	88	152	238	204	409	381	400	405	428	438	474	14
143 393	149 999	156 152	161 747	169 906	180 617	189 292	193 244	197 556	205 542	214 559	218 315	15
140 752	147 141	153 081	159 506	165 984	174 223	182 082	183 997	192 739	200 207	205 746	212 470	16
2 641	2 858	3 071	2 241	3 922	6 394	7 210	9 247	4 817	5 335	8 813	5 845	17
1,8	1,9	2,0	1,4	2,3	3,5	3,8	4,8	2,4	2,6	4,1	2,7	18

Tableau 2.9

Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange Québec, 1995-2013

Composantes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		%						
01	Produit intérieur brut (PIB) réel, indice de volume 2007=100	72,9	74,4	75,4	77,7	80,5	85,6	89,5
02	Produit intérieur brut (PIB) réel, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur brut réel	2,028	1,415	2,902	3,479	5,965	4,309	1,513
03	Taux de change réel, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur brut réel	0,025	- 0,014	- 0,001	0,000	- 0,008	0,011	- 0,007
04	Termes de l'échange, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur réel	1,233	- 0,460	0,449	- 0,400	- 0,021	- 0,112	0,093
05	Revenu intérieur brut (RIB) réel, indice de volume 2007=100	71,4	72,1	74,6	77,0	81,8	85,4	86,8
06	Revenu intérieur brut (RIB) réel, variation en pourcentage	3,286	0,942	3,351	3,079	5,936	4,208	1,599
07	Taux de change réel, indice 2007=100	105,7	105,2	105,2	104,3	105,0	104,7	102,9
08	Termes de l'échange, indice 2007=100	95,8	94,9	95,7	95,0	95,0	94,8	95,0

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
%												
90,8	93,4	94,6	97,1	98,7	100,0	101,9	101,2	103,6	105,7	107,3	108,3	01
2,724	1,337	2,569	1,535	1,344	1,761	1,881	- 0,624	2,326	1,996	1,507	0,960	02
- 0,041	- 0,024	0,000	0,016	- 0,013	0,064	- 0,182	0,323	- 0,010	- 0,225	0,114	- 0,056	03
- 0,485	0,809	0,754	- 0,098	0,877	0,848	- 0,968	- 0,041	1,005	0,880	- 0,365	- 0,709	04
88,8	90,7	93,8	95,2	97,3	100,0	100,7	100,4	103,7	106,5	107,8	108,0	05
2,198	2,122	3,323	1,452	2,208	2,673	0,730	- 0,342	3,321	2,651	1,257	0,195	06
98,2	98,2	97,4	97,9	95,7	100,0	104,3	98,0	98,2	101,7	99,9	100,8	07
94,2	95,6	97,0	96,8	98,4	100,0	98,2	98,1	100,2	102,0	101,2	99,8	08

Tableau 2.10

Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, Québec, 1995-2013

Composantes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$						
01	Dépenses de consommation finale des ménages	100 551	105 648	111 586	115 685	121 568	128 482	133 319
02	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	12 019	12 397	12 780	13 186	13 630	14 140	14 865
03	Boissons alcoolisées et tabac	3 899	4 011	4 484	4 836	5 110	5 282	5 748
04	Articles d'habillement et chaussures	6 099	6 054	6 148	6 376	6 553	6 812	7 089
05	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	23 681	24 383	24 997	25 307	26 066	27 119	27 681
06	Meubles, articles de ménage et autres biens et services liés au logement et à la propriété	6 138	6 244	6 524	6 907	7 306	7 728	8 204
07	Santé	2 838	3 135	3 423	3 694	4 026	4 299	4 661
08	Transports	14 054	15 763	17 403	17 912	19 482	20 828	21 267
09	Communications	1 649	1 803	1 989	2 188	2 273	2 466	2 740
10	Loisirs et culture	8 603	9 455	10 104	10 838	11 581	12 286	12 838
11	Enseignement	859	908	968	1 023	1 091	1 156	1 195
12	Services de restauration et d'hébergement	7 309	7 560	8 054	8 554	8 945	9 395	9 828
13	Assurance et services financiers	7 686	8 372	8 863	9 100	9 587	10 536	10 531
14	Biens et services divers	5 437	5 486	5 738	6 043	6 238	6 486	6 688
15	Dépenses nettes à l'étranger	282	78	110	- 276	- 319	- 50	- 17

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
140 752	147 141	153 081	159 506	165 984	174 223	182 082	183 997	192 739	200 207	205 746	212 470	01
15 277	15 703	16 240	16 621	17 385	18 113	18 995	20 129	20 594	21 168	21 258	21 567	02
6 607	6 914	6 770	6 458	6 336	6 543	6 608	6 987	7 347	7 465	7 656	7 804	03
7 319	7 467	7 636	7 918	8 157	8 398	8 542	8 547	8 888	8 988	9 224	9 519	04
28 743	30 283	31 895	33 401	34 780	36 705	38 737	39 683	40 950	42 976	44 512	46 640	05
8 844	9 327	9 808	10 275	10 925	11 369	11 827	11 857	12 119	12 315	12 333	12 296	06
5 032	5 258	5 632	6 061	6 595	7 241	7 630	8 161	8 652	8 853	9 214	9 822	07
22 989	24 038	24 688	25 558	26 310	27 765	29 547	27 890	30 343	32 781	34 163	35 193	08
3 013	3 122	3 316	3 444	3 663	3 785	3 907	4 124	4 358	4 439	4 707	4 881	09
13 389	13 820	14 256	14 783	15 009	15 469	15 972	16 178	16 520	16 568	16 566	16 820	10
1 227	1 279	1 345	1 426	1 496	1 612	1 724	1 826	1 988	2 170	2 313	2 425	11
10 402	10 648	11 119	11 751	12 082	12 454	13 019	12 979	13 557	14 068	14 648	15 064	12
11 148	11 777	12 710	13 480	14 231	14 979	15 156	14 871	15 767	16 108	16 378	17 278	13
7 023	7 355	7 795	8 142	8 515	8 996	9 400	9 708	10 132	10 486	10 781	11 085	14
- 259	152	- 128	188	499	796	1 020	1 060	1 524	1 822	1 995	2 078	15

Tableau 2.11

Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007, Québec, 1995-2013

Composantes	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	M\$ enchainés (2007)						
01 Dépenses de consommation finale des ménages	120 192	124 155	128 847	131 967	136 536	141 400	144 672
02 Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15 528	15 762	15 961	16 096	16 451	16 862	17 020
03 Boissons alcoolisées et tabac	6 591	6 554	6 672	6 872	7 059	6 989	7 000
04 Articles d'habillement et chaussures	5 915	5 936	5 962	6 117	6 223	6 488	6 710
05 Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	27 722	28 274	28 723	28 908	29 461	30 071	30 371
06 Meubles, articles de ménage et autres biens et services liés au logement et à la propriété	6 885	6 925	7 163	7 506	7 738	8 117	8 489
07 Santé	3 477	3 779	4 072	4 308	4 592	4 783	5 072
08 Transports	18 195	19 729	21 363	22 075	23 204	23 879	24 354
09 Communications	1 888	1 957	2 052	2 195	2 409	2 609	2 856
10 Loisirs et culture	8 111	8 880	9 431	10 161	10 890	11 529	12 062
11 Enseignement	1 006	1 041	1 099	1 146	1 220	1 286	1 317
12 Services de restauration et d'hébergement	9 971	10 151	10 588	10 934	11 132	11 379	11 581
13 Assurance et services financiers	9 915	10 423	10 941	11 077	11 388	12 014	12 203
14 Biens et services divers	6 227	6 256	6 478	6 726	6 875	7 106	7 319
15 Dépenses nettes à l'étranger	- 243	- 488	- 470	- 1 097	- 1 124	- 888	- 1 020

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$ enchainés (2007)												
150 111	154 626	158 427	162 512	167 536	174 223	179 925	181 601	188 488	191 904	194 099	197 998	01
17 192	17 429	17 592	17 553	17 855	18 113	18 382	18 529	18 750	18 713	18 472	18 642	02
7 107	6 909	6 725	6 442	6 403	6 543	6 577	6 844	7 132	7 218	7 295	7 208	03
6 920	7 221	7 462	7 696	7 997	8 398	8 935	9 187	10 137	10 307	10 337	10 592	04
31 262	32 495	33 628	34 575	35 445	36 705	37 713	38 735	39 485	40 820	41 771	43 226	05
9 004	9 416	9 902	10 347	10 968	11 369	11 838	11 593	11 979	12 104	12 013	11 990	06
5 414	5 593	5 874	6 224	6 666	7 241	7 519	7 852	8 178	8 268	8 475	8 907	07
26 097	26 741	26 576	26 449	26 721	27 765	29 342	29 474	30 814	31 144	31 397	31 971	08
3 100	3 205	3 382	3 497	3 720	3 785	3 839	4 002	4 088	4 155	4 318	4 424	09
12 528	12 910	13 477	14 095	14 619	15 469	16 126	16 294	16 793	16 832	16 799	17 115	10
1 325	1 362	1 403	1 459	1 517	1 612	1 645	1 658	1 710	1 796	1 857	1 893	11
11 840	11 753	11 927	12 221	12 225	12 454	12 742	12 347	12 661	12 785	12 950	13 021	12
12 596	12 936	13 576	14 054	14 488	14 979	15 085	15 011	15 503	15 930	16 278	16 829	13
7 626	7 802	8 068	8 323	8 631	8 996	9 234	9 219	9 412	9 538	9 541	9 660	14
-1 281	-540	-728	-153	407	796	948	856	1 847	2 295	2 595	2 520	15

Tableau 2.12
Provenance du revenu des ménages, Québec, 1995-2013

Composantes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$						
01	Rémunération des salariés¹	94 949	96 654	99 671	104 143	109 423	119 579	123 476
02	Revenu mixte net	14 239	14 941	15 193	15 681	16 370	16 924	17 913
03	Non agricole	6 409	6 913	6 969	7 347	7 856	8 460	9 164
04	Agricole	587	632	567	541	627	611	732
05	Revenu de location des ménages	7 243	7 396	7 657	7 793	7 887	7 853	8 017
06	Revenu de la propriété reçu	22 840	22 828	22 931	23 494	24 269	26 386	25 967
07	Transferts courants reçus	19 479	19 449	19 099	19 348	19 799	19 957	21 477
08	Des institutions sans but lucratif au service des ménages	464	484	507	559	538	572	568
09	Des non-résidents	399	404	403	429	426	424	448
10	Des administrations publiques	18 616	18 561	18 189	18 360	18 835	18 961	20 461
11	De l'administration publique fédérale	12 289	12 179	11 964	11 957	12 167	12 556	13 603
12	De l'administration publique provinciale	6 325	6 380	6 223	6 401	6 666	6 405	6 718
13	Des administrations publiques locales	2	2	2	2	2	0	140
14	Régime de pensions du Canada	54	54	54	54	55	57	58
15	Régime de rentes du Québec	4 712	5 028	5 285	5 525	5 731	6 003	6 342
16	Revenu des ménages	156 269	158 952	162 231	168 245	175 646	188 904	195 103

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
129 332	136 129	141 682	147 025	152 657	160 215	166 942	167 940	173 743	182 408	190 917	195 467	01
18 288	19 268	20 450	20 740	21 520	24 237	24 957	25 588	26 430	27 571	28 258	29 210	02
9 535	10 388	11 288	11 617	12 115	13 033	13 429	13 678	14 125	14 540	14 520	14 592	03
536	574	754	573	571	680	607	557	612	571	645	554	04
8 217	8 306	8 408	8 550	8 834	10 524	10 921	11 353	11 693	12 460	13 093	14 064	05
24 954	24 940	26 149	27 993	30 903	33 498	33 606	31 601	31 680	32 675	34 347	34 262	06
21 819	22 483	23 706	24 945	27 349	28 701	30 954	32 768	33 572	34 002	35 704	36 562	07
585	591	674	691	728	765	788	738	812	818	820	835	08
467	459	455	467	464	469	486	501	487	481	487	503	09
20 767	21 433	22 577	23 787	26 157	27 467	29 680	31 529	32 273	32 703	34 397	35 224	10
14 005	14 487	15 006	15 396	16 042	16 774	17 357	18 794	19 291	19 611	20 268	20 614	11
6 613	6 753	7 275	8 055	9 832	10 618	11 224	12 570	12 809	12 938	14 012	14 491	12
149	193	296	336	283	75	1 099	165	173	154	117	119	13
61	62	94	98	102	106	111	120	127	130	136	141	14
6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	10 060	10 486	11 158	11 658	15
201 002	209 716	219 284	228 260	240 492	255 413	265 714	267 687	275 612	287 272	300 520	307 300	16

Tableau 2.13
Utilisation du revenu des ménages, Québec, 1995-2013

Composantes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
		M\$						
01	Dépenses de consommation finale des ménages	100 551	105 648	111 586	115 685	121 568	128 482	133 319
02	Biens	51 529	54 232	57 554	59 700	63 119	66 740	69 542
03	Biens durables	13 430	14 730	16 489	17 387	18 833	19 748	20 660
04	Biens semi-durables	9 327	9 447	9 734	10 259	10 626	11 053	11 561
05	Biens non durables	28 772	30 055	31 331	32 054	33 660	35 939	37 321
06	Services	49 022	51 416	54 032	55 985	58 449	61 742	63 777
07	Revenu de la propriété payé	8 513	8 091	6 992	7 170	6 851	7 669	7 564
08	Transferts courants payés	35 595	36 338	38 144	40 352	41 809	45 309	45 518
09	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1 595	1 623	1 679	1 755	1 823	1 994	2 053
10	Aux non-résidents	266	302	362	375	423	427	482
11	Aux administrations publiques	33 734	34 413	36 103	38 222	39 563	42 888	42 983
12	À l'administration publique fédérale	16 636	17 144	18 036	18 791	19 113	20 833	20 771
13	À l'administration publique provinciale	16 898	17 073	17 866	19 223	20 227	21 790	21 943
14	Aux administrations publiques locales	200	196	201	208	223	265	269
15	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	19	17	24	28	31	35	41
16	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	3 187	3 341	3 655	4 100	4 810	5 697	6 516
17	Épargne	8 403	5 517	1 830	911	579	1 711	2 145
18	Revenu des ménages	156 269	158 952	162 231	168 245	175 646	188 904	195 103

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
M\$												
140 752	147 141	153 081	159 506	165 984	174 223	182 082	183 997	192 739	200 207	205 746	212 470	01
74 235	77 500	79 679	81 991	84 733	88 784	92 809	92 612	96 482	99 989	101 590	104 522	02
22 812	23 748	23 927	24 140	24 849	25 879	26 912	26 329	27 945	28 201	28 414	28 962	03
12 176	12 554	12 923	13 414	13 952	14 445	14 896	14 923	15 424	15 606	16 007	16 432	04
39 247	41 198	42 829	44 437	45 932	48 460	51 001	51 360	53 113	56 182	57 169	59 128	05
66 517	69 641	73 402	77 515	81 251	85 439	89 273	91 385	96 257	100 218	104 156	107 948	06
6 607	7 012	7 342	7 920	9 377	10 608	11 007	9 666	9 761	9 761	10 673	10 990	07
43 778	44 667	47 369	49 716	52 136	55 530	55 493	54 558	56 856	60 835	63 343	65 507	08
2 158	2 178	2 418	2 450	2 602	2 715	2 791	2 677	2 919	2 961	2 959	3 006	09
598	547	607	705	668	878	867	901	892	909	925	977	10
41 022	41 942	44 344	46 561	48 866	51 937	51 835	50 980	53 045	56 965	59 459	61 524	11
19 927	20 136	20 999	21 691	20 768	22 100	22 312	21 759	22 228	23 483	24 524	25 614	12
20 849	21 553	23 084	24 596	27 779	29 469	29 209	28 782	30 327	33 029	34 491	35 466	13
246	253	261	274	319	368	314	439	490	453	444	444	14
49	52	55	57	60	65	68	77	80	85	90	94	15
7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 854	10 142	11 359	11 049	11 855	12 394	16
2 641	2 858	3 071	2 241	3 922	6 394	7 210	9 247	4 817	5 335	8 813	5 845	17
201 002	209 716	219 284	228 260	240 492	255 413	265 714	267 687	275 612	287 272	300 520	307 300	18

RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Tableau 3.1

Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 2007-2013

Activité économique		2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^r	2013
		M\$						
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 683	4 500	4 476	4 362	5 131	5 358	5 526
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 932	3 351	2 688	4 555	5 672	4 925	5 054
03	Services publics	11 654	12 769	11 786	12 264	12 328	11 914	12 433
04	Construction	16 897	18 791	19 750	21 493	22 862	25 025	24 260
05	Fabrication	47 836	46 111	43 136	44 620	45 917	45 757	45 251
06	Commerce de gros	16 614	16 286	16 322	16 781	17 044	17 471	17 251
07	Commerce de détail	16 516	17 271	17 206	18 082	18 358	18 902	19 138
08	Transport et entreposage	12 086	12 040	11 699	12 196	12 786	13 211	13 343
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	9 641	9 655	9 870	10 186	10 551	11 215	11 456
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	48 973	50 766	52 298	54 195	56 524	59 235	60 818
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	14 323	15 439	16 179	16 996	18 577	19 368	19 576
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	7 546	7 950	8 370	8 755	9 287	9 318	9 637
13	Services d'enseignement	16 813	17 239	17 896	18 276	18 965	19 701	20 149
14	Soins de santé et assistance sociale	23 122	23 883	24 959	25 476	26 574	27 721	28 269
15	Arts, spectacles et loisirs	2 781	2 855	2 891	2 883	2 915	2 928	3 032
16	Hébergement et services de restauration	6 307	6 535	6 646	6 816	6 913	7 255	7 413
17	Autres services, sauf les administrations publiques	6 315	6 613	6 931	7 089	7 376	7 621	7 851
18	Administrations publiques	20 292	21 714	23 214	24 032	25 214	25 890	26 484
19	Produit intérieur brut aux prix de base¹	285 329	293 767	296 317	309 059	322 993	332 813	336 941

1. Le produit intérieur brut aux prix de base estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui qui est établi selon les revenus à la ligne 18 du tableau 2.1, même si selon le concept, ils devraient être égaux.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

Rémunération des salariés¹, par activité économique, Québec, 2007-2013

Activité économique		2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^r	2013 ^{r,e}
		M\$						
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 701	1 875	1 958	1 817	1 960	1 979	1 987
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 004	1 171	1 182	1 405	1 829	1 886	1 933
03	Services publics	2 825	2 945	2 963	3 078	3 089	3 196	3 189
04	Construction	9 222	10 314	10 902	12 047	12 983	14 615	15 049
05	Fabrication	27 398	26 655	25 213	25 897	27 423	27 832	27 777
06	Commerce de gros	9 321	9 518	9 442	9 549	10 038	10 453	10 686
07	Commerce de détail	11 400	11 823	11 953	12 525	12 943	13 735	14 041
08	Transport et entreposage	8 130	8 123	7 611	7 654	7 956	8 449	8 774
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	4 233	4 585	4 405	4 534	4 952	5 228	5 311
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	13 399	14 184	14 113	14 551	15 463	15 536	15 801
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	9 210	10 212	10 089	10 489	10 988	11 949	12 309
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	5 020	5 544	5 521	5 831	6 158	6 311	6 501
13	Services d'enseignement	13 111	13 350	13 896	14 200	14 758	15 298	15 841
14	Soins de santé et assistance sociale	15 914	16 300	16 929	17 373	18 070	18 746	19 506
15	Arts, spectacles et loisirs	1 641	1 710	1 748	1 767	1 809	1 904	1 961
16	Hébergement et services de restauration	4 769	5 063	5 152	5 295	5 563	5 809	5 984
17	Autres services, sauf les administrations publiques	4 647	4 957	5 241	5 373	5 580	5 897	6 075
18	Administrations publiques	13 845	14 572	15 452	15 671	16 313	16 539	17 004
19	Total	156 790	162 901	163 774	169 059	177 875	185 361	189 729

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.3

Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 2007-2013

Activité économique		2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^r	2013 ^{r,e}
		M\$						
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 233	1 957	1 901	1 869	2 519	2 652	2 903
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 923	2 173	1 501	3 140	3 836	3 030	3 115
03	Services publics	8 829	9 824	8 823	9 186	9 239	8 717	9 244
04	Construction	6 185	6 775	6 868	7 267	7 566	8 091	6 947
05	Fabrication	20 293	19 316	17 784	18 588	18 346	17 793	17 343
06	Commerce de gros	7 130	6 609	6 728	7 080	6 852	6 858	6 409
07	Commerce de détail	4 222	4 508	4 449	4 758	4 670	4 440	4 321
08	Transport et entreposage	3 655	3 610	3 792	4 237	4 503	4 425	4 233
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	5 292	4 942	5 348	5 540	5 452	5 841	5 998
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	24 119	24 815	25 883	26 935	27 652	29 635	29 946
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 311	2 323	3 255	3 576	4 404	4 172	3 991
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2 038	1 884	2 310	2 363	2 557	2 472	2 603
13	Services d'enseignement	3 650	3 836	3 948	4 019	4 127	4 320	4 226
14	Soins de santé et assistance sociale	2 489	2 827	3 188	3 259	3 708	4 272	4 080
15	Arts, spectacles et loisirs	899	887	889	840	785	687	715
16	Hébergement et services de restauration	1 440	1 371	1 385	1 418	1 246	1 338	1 324
17	Autres services, sauf les administrations publiques	1 149	1 109	1 140	1 134	1 185	1 098	1 126
18	Administrations publiques	6 447	7 143	7 761	8 361	8 900	9 351	9 479
19	Total	104 303	105 909	106 955	113 570	117 549	119 191	118 001

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.4

Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique, Québec, 2007-2013

Activité économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	M\$						
01 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	749	668	617	676	652	727	636
02 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	5	7	5	10	8	9	6
03 Services publics	0	0	0	0	0	0	0
04 Construction	1 489	1 702	1 979	2 178	2 314	2 319	2 264
05 Fabrication	145	140	139	135	148	132	131
06 Commerce de gros	162	159	152	152	154	160	157
07 Commerce de détail	894	940	804	800	745	728	777
08 Transport et entreposage	300	306	296	304	328	338	336
09 Industrie de l'information et industrie culturelle	115	129	116	112	147	146	147
10 Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	11 455	11 767	12 302	12 709	13 408	14 063	15 071
11 Services professionnels, scientifiques et techniques	2 802	2 903	2 835	2 931	3 185	3 247	3 277
12 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	488	521	538	561	572	535	533
13 Services d'enseignement	52	52	52	58	80	82	82
14 Soins de santé et assistance sociale	4 719	4 755	4 841	4 844	4 796	4 703	4 683
15 Arts, spectacles et loisirs	241	257	254	276	321	338	357
16 Hébergement et services de restauration	99	102	109	104	103	108	105
17 Autres services, sauf les administrations publiques	519	547	550	582	610	626	650
18 Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0
19 Total	24 236	24 957	25 587	26 430	27 569	28 261	29 211

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une révision historique des comptes économiques provinciaux. Cependant, la publication des tableaux détaillés portant sur les administrations publiques au niveau provincial a été temporairement suspendue.

L'Institut de la statistique du Québec a donc entrepris la production des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques au Québec. Bien que les estimations soient cohérentes avec l'ensemble des données publiées à ce jour par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, elles sont sujettes à être révisées pour l'ensemble des années présentées, lorsque Statistique Canada publiera les tableaux détaillés des administrations publiques dans les comptes économiques provinciaux.

Tableau 4.1

Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 2007-2013

Recettes et dépenses		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Recettes	127 392	129 369	127 349	133 142	141 457	146 327	152 008
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	41 523	41 244	39 770	41 365	44 486	46 428	47 913
03	Des sociétés et des entreprises publiques	10 180	9 963	9 709	10 187	11 121	10 955	10 103
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	1 684	1 903	1 436	1 460	1 445	1 519	1 783
05	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	15 496	16 767	17 316	18 701	19 090	20 371	21 294
06	Impôts indirects	43 676	43 577	44 015	46 109	49 189	51 571	53 213
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	3 576	3 746	4 113	4 418	4 523	4 605	4 805
08	Transferts courants en provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	516	476	535	516	565	580	592
09	Revenus de placement	10 741	11 693	10 455	10 386	11 039	10 298	12 306
10	Dépenses courantes	135 628	141 416	149 194	154 921	159 997	165 243	169 535
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	69 421	71 949	77 696	80 663	83 711	86 558	89 438
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	36 229	38 935	41 319	42 460	43 319	45 691	47 023
13	Aux entreprises	6 291	6 734	7 466	8 180	8 171	8 238	8 040
14	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	3 445	3 851	4 205	4 329	4 377	4 397	4 421
15	Intérêts sur la dette publique	20 242	19 947	18 508	19 289	20 419	20 360	20 613
16	Épargne (ligne 01 moins ligne 09)	- 8 236	- 12 047	- 21 845	- 21 779	- 18 540	- 18 916	- 17 527
	Plus :							
17	Consommation de capital fixe	9 850	10 808	11 677	12 313	13 055	13 844	14 474
18	Transferts nets de capitaux	- 210	- 415	- 535	- 645	- 528	- 593	- 594
	Moins :							
19	Acquisition de capital non financier	12 678	15 050	16 797	17 058	17 478	17 498	18 098
20	Investissements en capital fixe et en stocks	12 678	15 050	16 797	17 058	17 478	17 498	18 098
21	Actifs existants	-	-	-	-	-	-	-
	Égale :							
22	Prêt net	- 11 274	- 16 704	- 27 500	- 27 169	- 23 490	- 23 162	- 21 745

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2

Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 2007-2013

Recettes et dépenses		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Recettes	42 870	41 681	39 857	40 993	43 051	44 479	46 061
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	18 796	19 104	18 535	18 926	19 973	20 737	21 531
03	Des sociétés et des entreprises publiques	6 703	5 857	5 621	5 836	6 147	6 167	6 054
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	1 684	1 903	1 436	1 460	1 445	1 519	1 783
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 776	4 062
06	Impôts indirects	10 000	9 177	9 044	9 410	9 693	9 891	10 153
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	11	22	21	46	19	11	21
08	Revenus de placement	1 717	1 792	1 335	1 413	1 599	1 663	1 701
09	Transferts courants des administrations provinciales	666	640	662	646	684	715	757
10	Dépenses courantes	50 223	53 791	54 892	60 297	61 524	60 618	61 892
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 363	10 514	12 675	13 377	13 669	13 415	13 566
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	16 774	17 357	18 794	19 291	19 611	20 268	20 614
13	Aux entreprises	829	999	1 168	1 326	1 292	1 199	1 120
14	A l'administration provinciale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 625	18 740
15	Aux administrations locales	576	1 833	846	972	954	944	990
16	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	729	848	1 057	1 071	1 030	990	924
17	Intérêts sur la dette publique	7 367	6 987	6 144	6 387	6 581	6 176	5 938
18	Épargne (ligne 01 moins ligne 10)	- 7 353	- 12 110	- 15 035	- 19 304	- 18 473	- 16 139	- 15 832
	Plus :							
19	Consommation de capital fixe	1 194	1 246	1 341	1 446	1 371	1 364	1 295
20	Transferts nets de capitaux	..	..	..	..	..	..	..
	Moins :							
21	Acquisition de capital non financier	1 212	1 356	1 589	1 096	1 201	1 182	1 137
22	Investissements en capital fixe et en stocks	1 204	1 340	1 587	1 104	1 210	1 152	1 137
23	Stock	8	16	2	- 8	- 9	30	-
24	Actifs existants	-	-	-	-	-	-	-
	Égale :							
25	Prêt net	- 7 371	- 12 220	- 15 283	- 18 954	- 18 303	- 15 957	- 15 674

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.3

Recettes et dépenses courantes de l'administration provinciale, Québec, 2007-2013

Recettes et dépenses		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Recettes	78 223	81 269	79 460	85 509	92 256	93 605	97 908
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	22 727	22 140	21 235	22 439	24 513	25 691	26 382
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 477	4 106	4 088	4 351	4 974	4 788	4 049
04	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 545	3 659	3 894	4 006	4 465	4 650	4 744
05	Impôts indirects	23 636	23 777	24 073	24 910	27 595	29 513	30 713
06	Autres transferts courants							
	en provenance des particuliers	3 197	3 410	3 653	3 882	4 051	4 150	4 340
07	Transferts courants en provenance des institutions							
	sans but lucratif au service des ménages	516	476	535	516	565	580	592
08	Revenus de placement	7 464	8 363	7 684	7 425	7 599	6 504	8 244
	Transferts courants en provenance :							
09	De l'administration fédérale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 625	18 740
10	Des administrations locales	76	85	90	107	107	104	104
11	Dépenses courantes	79 397	81 568	85 406	88 841	92 157	96 109	99 171
12	Dépenses courantes nettes en biens et services	39 656	40 416	42 360	44 069	45 713	47 859	49 646
	Transferts courants :							
13	Aux particuliers	10 618	11 224	12 570	12 809	12 938	14 012	14 491
14	Aux entreprises	4 874	5 076	5 593	6 127	6 126	6 302	6 183
15	Aux institutions sans but lucratif au service							
	des ménages	2 403	2 638	2 764	2 855	2 943	2 990	3 072
16	À l'administration fédérale	666	640	662	646	684	715	757
17	Aux administrations locales	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	11 628
18	Intérêts sur la dette publique	11 574	11 669	11 063	11 571	12 546	12 903	13 394
19	Épargne (ligne 01 moins ligne 11)	- 1 174	- 299	- 5 946	- 3 332	99	- 2 504	- 1 263
	Plus :							
20	Consommation de capital fixe	5 407	5 935	6 428	6 784	7 403	7 983	8 378
21	Transferts nets de capitaux	- 234	- 439	- 553	- 669	- 564	- 633	- 634
	Moins :							
22	Acquisition de capital non financier	7 453	8 793	9 637	10 235	10 783	11 018	11 014
23	Investissements en capital fixe	7 453	8 793	9 637	10 235	10 783	11 018	11 014
24	Actifs existants	-	-	-	-	-	-	-
	Égale :							
25	Prêt net	- 3 426	- 3 569	- 9 689	- 7 425	- 3 811	- 6 132	- 4 491

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.4

Recettes et dépenses courantes des administrations locales, Québec, 2007-2013

Recettes et dépenses		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Recettes	20 987	23 058	22 970	24 416	24 909	25 253	25 824
02	Impôts indirects	10 040	10 623	10 898	11 789	11 901	12 167	12 347
03	Transferts courants en provenance des particuliers	368	314	439	490	453	444	444
04	Revenus de placement	397	383	393	401	414	406	404
	Transferts courants en provenance :							
05	De l'administration fédérale	576	1 833	846	972	934	907	1 001
06	De l'administration provinciale	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	11 628
07	Dépenses courantes	21 665	24 434	25 212	25 863	26 940	27 834	28 792
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	19 312	20 935	22 567	23 122	24 230	25 180	26 126
	Transferts courants :							
09	Aux entreprises	588	659	705	727	752	736	736
10	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	313	365	384	403	405	416	425
11	À l'administration provinciale	76	85	90	107	107	104	104
12	Aux particuliers	75	1 099	165	173	154	117	119
13	Intérêts sur la dette publique	1 301	1 291	1 301	1 331	1 292	1 281	1 281
14	Épargne (ligne 01 moins ligne 07)	- 678	- 1 376	- 2 242	- 1 447	- 2 030	- 2 582	- 2 968
	Plus :							
15	Consommation de capital fixe	3 248	3 628	3 909	4 082	4 282	4 498	4 802
16	Transferts nets de capitaux	..	..	..	..	..	..	..
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 014	4 902	5 571	5 727	5 493	5 298	5 947
18	Investissements en capital fixe	4 014	4 902	5 571	5 727	5 493	5 298	5 947
19	Actifs existants	-	-	-	-	-	-	-
	Égale :							
20	Prêt net	- 1 444	- 2 650	- 3 904	- 3 092	- 3 241	- 3 382	- 4 113

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.5

Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 2007-2013

Recettes et dépenses		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
Recettes								
01	Régime de pensions du Canada	80	83	90	93	101	110	117
02	Cotisations au régime	65	68	77	80	85	90	94
03	Revenus de placement	15	15	13	13	16	20	23
04	Régime de rentes du Québec	9 741	10 994	11 172	12 493	12 459	13 560	14 328
05	Cotisations au régime	8 593	9 854	10 142	11 359	11 049	11 855	12 394
06	Revenus de placement	1 148	1 140	1 030	1 134	1 410	1 705	1 934
Dépenses courantes								
07	Régime de pensions du Canada	106	111	120	127	130	136	141
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	—	—	—	—	—	—	—
09	Transferts courants aux particuliers	106	111	120	127	130	136	141
10	Régime de rentes du Québec	8 746	9 228	9 764	10 155	10 585	11 262	11 758
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	90	84	94	95	99	104	100
12	Transferts courants aux particuliers	8 656	9 144	9 670	10 060	10 486	11 158	11 658
Épargne ¹								
13	Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)	— 26	— 28	— 30	— 34	— 29	— 26	— 24
14	Régime de rentes du Québec (ligne 04 moins ligne 10)	995	1 766	1 408	2 338	1 874	2 298	2 570

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.6

Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 2007-2013

Impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	M\$						
01 Administration fédérale	22 100	22 312	21 759	22 228	23 483	24 524	25 614
02 Impôts directs – particuliers	18 796	19 104	18 535	18 926	19 973	20 737	21 531
03 Impôts sur le revenu	18 796	19 104	18 535	18 926	19 973	20 737	21 531
04 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	–	–	–	–	–	–	–
05 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 776	4 062
06 Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 776	4 062
07 Autres transferts courants des particuliers à l'administration fédérale	11	22	21	46	19	11	21
08 Administration provinciale	29 469	29 209	28 782	30 327	33 029	34 491	35 466
09 Impôts directs – particuliers	22 727	22 140	21 235	22 439	24 513	25 691	26 382
10 Impôts sur le revenu	22 727	22 140	21 235	22 439	24 513	25 691	26 382
11 Droits successoraux	–	–	–	–	–	–	–
12 Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 545	3 659	3 894	4 006	4 465	4 650	4 744
13 Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	2 313	2 315	2 382	2 383	2 663	2 722	2 727
14 Cotisations aux régimes de l'assurance sociale, autres	1 232	1 344	1 512	1 623	1 802	1 928	2 017
15 Autres transferts courants des particuliers	3 197	3 410	3 653	3 882	4 051	4 150	4 340
16 Véhicules automobiles, licences et permis	732	713	749	764	756	803	866
17 Primes d'assurance-hospitalisation et santé	667	762	780	844	912	884	929
18 Divers	1 798	1 935	2 124	2 274	2 383	2 463	2 545
19 Administrations locales	368	314	439	490	453	444	444
20 Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	368	314	439	490	453	444	444
21 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	65	68	77	80	85	90	94
22 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	8 593	9 854	10 142	11 359	11 049	11 855	12 394
23 Total	60 595	61 757	61 199	64 484	68 099	71 404	74 012

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.7

Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 2007-2013

Impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	M\$						
01 Administration fédérale (impôts sur le revenu)	6 703	5 857	5 621	5 836	6 147	6 167	6 054
02 Administration provinciale	3 477	4 106	4 088	4 351	4 974	4 788	4 049
03 Impôts sur le revenu	3 385	4 025	4 003	4 258	4 470	4 511	4 030
04 Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	92	81	85	93	504	277	19
05 Total	10 180	9 963	9 709	10 187	11 121	10 955	10 103

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.8

Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 2007-2013

Impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	M\$						
01 Administration fédérale	10 000	9 177	9 044	9 410	9 693	9 891	10 153
02 Impôts sur les facteurs de production	63	65	87	97	99	94	93
03 Impôts sur les produits	9 937	9 112	8 957	9 313	9 594	9 797	10 060
04 Droits de douane à l'importation	792	845	783	740	798	842	882
05 Droits d'accise	791	809	774	880	909	900	930
06 Taxes d'accise et taxes diverses	8 290	7 393	7 326	7 595	7 772	7 939	8 134
07 Dont : Taxe sur les produits et services (TPS)	7 076	6 200	6 191	6 517	6 667	6 812	6 987
08 Taxe sur le transport aérien	50	50	60	84	101	101	101
09 Divers	14	15	14	14	14	15	13
10 Administration provinciale	23 636	23 777	24 073	24 910	27 595	29 513	30 713
11 Impôts sur les facteurs de production	8 448	8 210	8 194	8 242	8 670	8 765	9 160
12 Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	1 222	836	614	475	377	277	282
13 Véhicules automobiles, licences et permis	360	336	344	352	338	369	397
14 Autres licences, droits et permis	374	399	346	395	418	423	438
15 Taxes diverses sur les ressources naturelles	23	18	16	18	19	18	14
16 Impôts fonciers	—	—	—	—	—	—	—
17 Taxes sur la rémunération	5 068	5 293	5 375	5 590	6 052	6 235	6 559
18 Divers	1 401	1 328	1 499	1 412	1 466	1 443	1 470
19 Impôts sur les produits	15 188	15 567	15 879	16 668	18 925	20 748	21 553
20 Taxes sur les divertissements	23	22	20	11	12	16	17
21 Taxe sur l'essence	1 688	1 635	1 695	1 820	1 972	2 043	2 203
22 Taxe sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	10 800	11 250	11 444	12 128	14 216	15 856	16 633
23 Bénéfices de la Société des alcools	767	790	869	911	980	1 027	1 006
24 Bénéfices sur jeux	1 495	1 440	1 417	1 356	1 308	1 348	1 149
25 Divers	415	430	434	442	437	458	545
26 Administrations locales	10 040	10 623	10 898	11 789	11 901	12 167	12 347
27 Impôts sur les facteurs de production	9 653	10 226	10 505	11 281	11 433	11 689	11 846
28 Licences, droits et permis	61	63	61	87	92	94	94
29 Impôts fonciers et mobiliers	9 354	9 903	10 177	10 903	11 047	11 260	11 459
30 Taxe d'affaires	41	36	29	24	26	26	26
31 Droits des promoteurs	197	224	238	267	268	309	267
32 Divers	—	—	—	—	—	—	—
33 Impôts sur les produits	387	397	393	508	468	478	501
34 Taxes sur les divertissements	—	—	—	—	—	—	—
35 Taxe sur les ventes au détail	—	—	—	—	—	—	—
36 Divers	387	397	393	508	468	478	501
37 Total des impôts sur les facteurs de production	18 164	18 501	18 786	19 620	20 202	20 548	21 099
38 Total des impôts sur les produits	25 512	25 076	25 229	26 489	28 987	31 023	32 114
39 Total	43 676	43 577	44 015	46 109	49 189	51 571	53 213

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.9

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 2007-2013

Revenus		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Administration fédérale	1 717	1 792	1 335	1 413	1 599	1 663	1 701
02	Intérêts et autres revenus de placement	737	861	652	754	786	776	622
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	980	931	683	659	814	887	1 079
04	Administration provinciale	7 464	8 363	7 684	7 425	7 599	6 504	8 244
05	Intérêts et autres revenus de placement	4 872	5 374	4 716	4 794	4 825	4 999	5 101
06	Sommes reversées par les entreprises publiques	2 095	2 252	2 172	1 886	1 958	645	2 207
07	Redevances	497	737	796	745	816	860	936
08	Administrations locales	397	383	393	401	414	406	404
09	Intérêts et autres revenus de placement	337	320	329	332	340	330	328
10	Sommes reversées par les entreprises publiques	60	63	64	69	74	76	76
11	Régime de pensions du Canada	15	15	13	13	16	20	23
12	Régime de rentes du Québec	1 148	1 140	1 030	1 134	1 410	1 705	1 934
13	Total	10 741	11 693	10 455	10 386	11 039	10 298	12 306

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.10

Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 2007-2013

Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	M\$						
01 Administration fédérale	11 575	11 870	14 264	14 473	14 870	14 597	14 703
02 Dépenses courantes nettes en biens et services	10 363	10 514	12 675	13 377	13 669	13 415	13 566
03 Rémunération des salariés	5 950	6 306	7 086	6 983	7 441	7 120	7 373
04 Autres achats de biens et services	4 413	4 208	5 589	6 394	6 228	6 295	6 193
05 Investissements en capital fixe et en stocks	1 212	1 356	1 589	1 096	1 201	1 182	1 137
06 Administration provinciale¹	47 199	49 293	52 091	54 399	56 595	58 981	60 760
07 Dépenses courantes nettes en biens et services	39 746	40 500	42 454	44 164	45 812	47 963	49 746
08 Rémunération des salariés	20 995	21 516	22 168	22 611	23 367	24 386	25 265
09 Autres achats de biens et services	18 751	18 984	20 286	21 553	22 445	23 577	24 481
10 Investissements en capital fixe	7 453	8 793	9 637	10 235	10 783	11 018	11 014
11 Dont : Santé et services sociaux	18 413	18 017	19 071	19 267	20 665	21 501	22 366
12 Dépenses courantes nettes en biens et services	17 166	16 566	17 424	17 696	18 399	19 053	19 910
13 Rémunération des salariés	12 339	12 505	12 931	13 149	13 632	14 064	14 570
14 Autres achats de biens et services	4 828	4 061	4 493	4 547	4 767	4 989	5 340
15 Investissements en capital fixe	1 247	1 451	1 647	1 571	2 266	2 448	2 456
16 Dont : Éducation	8 650	8 943	9 191	9 398	9 863	10 031	10 560
17 Dépenses courantes nettes en biens et services	5 596	5 866	6 237	6 279	6 617	6 946	7 313
18 Rémunération des salariés	3 363	3 513	3 772	3 842	4 005	4 227	4 448
19 Autres achats de biens et services	2 233	2 353	2 465	2 437	2 612	2 719	2 865
20 Investissements en capital fixe	3 054	3 077	2 954	3 119	3 246	3 085	3 247
21 Administrations locales	23 326	25 837	28 138	28 849	29 723	30 478	32 073
22 Dépenses courantes nettes en biens et services	19 312	20 935	22 567	23 122	24 230	25 180	26 126
23 Rémunération des salariés	12 248	12 522	13 056	13 387	13 959	14 485	14 970
24 Autres achats de biens et services	7 064	8 413	9 511	9 735	10 271	10 695	11 156
25 Investissements en capital fixe	4 014	4 902	5 571	5 727	5 493	5 298	5 947
26 Dont : Commissions scolaires	10 329	10 676	10 862	11 099	11 437	11 835	12 211
27 Dépenses courantes nettes en biens et services	9 651	9 843	9 993	10 168	10 554	10 821	11 039
28 Rémunération des salariés	7 438	7 466	7 794	7 886	8 213	8 491	8 776
29 Autres achats de biens et services	2 213	2 377	2 199	2 282	2 341	2 330	2 263
30 Investissements en capital fixe	678	833	869	931	883	1 014	1 172
31 Total	82 099	86 999	94 493	97 721	101 189	104 056	107 536

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.11

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2007-2013

Transferts		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Administration fédérale	16 774	17 357	18 794	19 291	19 611	20 268	20 614
02	Allocations familiales et aux jeunes	45	45	44	46	44	47	45
03	Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	2 175	2 252	2 240	2 302	2 312	2 321	2 346
04	Prestation universelle pour la garde d'enfants	545	561	582	599	611	618	625
05	Pensions, Première et Seconde guerre mondiale	205	206	205	203	202	198	188
06	Allocations aux anciens combattants	57	73	79	95	99	108	132
07	Taxes sur les produits et services – crédit	961	997	1 053	1 144	1 248	1 278	1 256
08	Prestations d'assurance-emploi	3 214	3 205	4 044	3 981	3 619	3 537	3 383
09	Palements de la caisse de sécurité de la vieillesse	8 597	9 081	9 501	9 782	10 362	11 020	11 438
10	Bourses d'études et subventions à la recherche	242	252	240	246	250	244	243
11	Transferts divers et autres	733	685	806	893	864	897	958
12	Administration provinciale	10 618	11 224	12 570	12 809	12 938	14 012	14 491
13	Bénéfices de l'assurance sociale, assurance contre les accidents du travail	1 513	1 572	1 624	1 606	1 614	1 637	1 663
14	Bénéfices de l'assurance sociale, autres	1 452	1 561	1 649	1 702	1 732	1 803	1 907
15	Aide sociale – maintien du revenu	2 369	2 368	2 460	2 483	2 493	2 484	2 497
16	Aide sociale – autres	322	369	331	331	325	333	332
17	Transferts divers	4 962	5 354	6 506	6 687	6 774	7 755	8 092
18	Administrations autochtones	75	1 099	165	173	154	117	119
19	Administrations locales	–	–	–	–	–	–	–
20	Régime de pensions du Canada	106	111	120	127	130	136	141
21	Régime de rentes du Québec	8 656	9 144	9 670	10 060	10 486	11 158	11 658
22	Total	36 229	38 935	41 319	42 460	43 319	45 691	47 023

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.12
Subventions des administrations publiques, Québec, 2007-2013

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts		M\$						
01	Administration fédérale	829	999	1 168	1 326	1 292	1 199	1 120
02	Subventions sur les facteurs de production	5	5	3	65	65	65	63
03	Subventions sur les produits	824	994	1 165	1 261	1 227	1 134	1 057
04	Subventions à l'agriculture	8	8	4	2	1	2	3
05	Autres subventions	816	986	1 161	1 259	1 226	1 132	1 054
06	Administration provinciale	4 871	5 072	5 591	6 126	6 126	6 301	6 180
07	Subventions sur les facteurs de production	1 318	1 390	1 447	2 236	1 855	1 767	1 765
08	Subventions sur les produits	3 553	3 682	4 144	3 890	4 271	4 534	4 415
09	Subventions à l'agriculture	1 196	954	1 036	533	685	742	536
10	Autres subventions	2 357	2 728	3 108	3 357	3 586	3 792	3 879
11	Administrations locales	588	659	705	727	752	736	736
12	Subventions sur les produits	588	659	705	727	752	736	736
13	Total des subventions	6 288	6 730	7 464	8 179	8 171	8 237	8 037
14	Subventions sur les facteurs de production	1 323	1 395	1 450	2 301	1 920	1 832	1 828
15	Subventions sur les produits	4 965	5 335	6 014	5 878	2 012	1 861	6 209

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.13

Transferts entre administrations publiques, Québec, 2007-2013

Transferts		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		M\$						
01	Administration fédérale	14 161	17 086	15 054	18 845	19 321	18 532	19 741
02	À l'administration provinciale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 625	18 740
03	Accords fiscaux	6 794	7 967	6 359	8 503	8 276	7 492	7 813
04	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	4 639	5 014	5 346	5 680	5 969	6 189	6 694
05	Autres transferts courants à l'administration provinciale	2 152	2 272	2 503	3 691	4 142	3 944	4 233
06	Aux administrations locales	576	1 833	846	972	934	907	1 001
07	Administration provinciale	10 272	10 545	11 056	11 410	11 891	12 043	12 385
08	Aux administrations locales	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	11 628
09	Commissions scolaires	7 827	7 918	8 161	8 203	8 915	8 836	9 312
10	Transferts de nature générale	1 779	1 987	2 233	2 561	2 292	2 492	2 316
11	À l'administration fédérale	666	640	662	646	684	715	757
12	Administrations locales	76	85	90	107	107	104	104
13	À l'administration provinciale	76	85	90	107	107	104	104
14	Total	24 509	27 716	26 200	30 362	31 319	30 679	32 230

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec.

Annexe 1

CADRES GÉNÉRAL DES COMPTES ÉCONOMIQUES

LA RÉVISION HISTORIQUE DE DÉCEMBRE 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des Comptes économiques nationaux concernant la période de 1961 à 1997. La diffusion des Comptes économiques provinciaux de la période de 1992 à 1997, modifiés également, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée par SC.

Comme SC l'a exprimé, cette révision vise trois objectifs¹. Le premier est d'assurer la conformité du Système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, comme elles sont consignées dans le document² intitulé *Système de comptabilité nationale, 1993* – aussi appelé *SCN 1993* – préparé sous l'égide des Nations unies et publié conjointement en 1993 par la Banque mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'OCDE. Le deuxième objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, qui était alors 1992 = 100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées, mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusque-là inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'administration publique provinciale; le deuxième tableau, qui présentait les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, est désormais fusionné avec celui qui porte sur les impôts directs des particuliers, pour former le nouveau tableau 5.6. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 48.

LES RÉVISIONS FAITES EN NOVEMBRE 2001

Statistique Canada a instauré trois révisions importantes à l'automne 2001. La première est le changement d'année de base pour les données en dollars constants et les indices implicites de prix; la nouvelle année de base est 1997 = 100. Les taux de croissance des années 1981 à 1996 ne s'en trouvent pas modifiés.

La deuxième révision consiste à traiter les dépenses en logiciels comme des investissements plutôt que comme des dépenses courantes; elle a des effets sur certaines variables des tableaux 2.1, 2.2 et 2.3. Dans le tableau 2.1, les bénéfices des entreprises et les provisions pour consommation de capital sont révisés à la hausse, en raison de cette modification. Dans les tableaux 2.2 et 2.3, les dépenses en capital des administrations publiques et des entreprises s'en trouvent augmentées, alors que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont revues à la baisse.

Enfin, en troisième lieu, le concept de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs est remplacé par celui de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base, pour assurer la conformité avec les normes internationales. Ce mode d'évaluation signifie que le produit intérieur (ou revenu) net se définit comme le revenu perçu par les producteurs pour la production ou la vente des biens et services, moins les impôts indirects nets sur ces produits (c'est-à-dire diminué des subventions à recevoir sur lesdits produits).

Pour cette raison, l'ancien poste du tableau 2.1, qui s'appelait « impôts indirects moins subventions », est désormais fractionné en deux composantes : les « impôts moins subventions sur les facteurs de production » et les « impôts moins subventions sur les produits ». La première inclut notamment les cotisations sociales, les taxes foncières, les taxes sur la masse salariale et les subventions à la formation de la main-d'œuvre; la seconde comprend, entre autres, les taxes d'accise, les taxes de vente sur les produits et services, ainsi que les subventions à la production de biens et services.

1. Statistique Canada, note sur le site Web.

2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

LA RÉVISION EFFECTUÉE EN NOVEMBRE 2002

Statistique Canada a étendu aux Comptes économiques provinciaux (CEP) la mesure du produit intérieur brut (PIB) réel selon les dépenses, déjà adoptée en mai 2001 dans les comptes canadiens trimestriels des revenus et dépenses. Cette mesure fait appel à la formule de l'indice Fisher³, enchaîné trimestriellement dans les comptes canadiens, mais annuellement dans les CEP.

Le recours à cette méthode produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'une période à l'autre; il permet aussi la comparaison avec les comptes des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également les indices en chaîne.

La méthode antérieure de déflation utilisait des indices de type Laspeyres. Les indices Laspeyres sont à pondération fixe et les poids sont ceux de l'année de base. L'enchaînement se fait en changeant périodiquement l'année de base, soit à des intervalles variant entre 5 et 10 ans. Toutefois, cette formule tend à surestimer la croissance, et ce biais prend plus d'importance si des changements technologiques importants font baisser les prix d'un secteur de l'économie par rapport aux autres, comme ce fut le cas avec l'expansion rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). À l'opposé, l'indice de type Paasche, dont les pondérations sont celles de la période courante, génère un biais inverse, car il tend à sous-estimer la croissance.

L'indice de type Fisher est la moyenne géométrique des indices Laspeyres et Paasche; il génère donc une estimation du PIB comprise entre celles des deux autres. L'indice Fisher est la mesure la plus proche de celle qui serait produite par un indice dont les pondérations changeraient continuellement.

LA RÉVISION HISTORIQUE DE NOVEMBRE 2012

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une version révisée des comptes économiques provinciaux conforme à la nouvelle présentation des comptes économiques nationaux mise en œuvre plus tôt dans l'année. En plus de changer l'année de référence pour 2007 dans les estimations en termes réels, plusieurs changements conceptuels ont également été introduits afin de se rapprocher des normes internationales.

Un nouveau secteur institutionnel est créé, celui des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), qui était auparavant confondu avec le secteur des ménages. Les coopératives de crédit, les sociétés d'assurance-vie, les régimes de placements collectifs et les amicales, autrefois classées comme ISBLSM, feront dorénavant partie des sociétés financières. Ces distinctions permettent d'avoir un secteur des ménages plus épuré, et amène un changement de l'épargne. Dans cette optique, le concept de revenu personnel disponible est remplacé par le revenu disponible des ménages, présenté dans le compte courant des ménages.

Dans l'approche revenu, l'introduction du concept d'excédent d'exploitation regroupe les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placement et l'ajustement de la valeur des stocks. Les estimations de consommation de capital fixe, autrefois libellée provision pour consommation de capital, sont également harmonisées entre les différents secteurs, en utilisant le coût de remplacement par amortissement géométrique pour l'ensemble des composantes.

Du côté des dépenses, les dépenses en recherche-développement, qui constituaient auparavant une dépense de consommation intermédiaire, sont dorénavant capitalisées et contribuent à la formation brute de capital fixe.

Les révisions concernant la qualité des données prennent plusieurs formes. Le revenu mixte net non agricole est révisé en fonction d'une nouvelle source de données, provenant de l'Agence du revenu du Canada, ainsi que par une réévaluation de l'estimation de l'économie clandestine. L'estimation des dividendes perçus par le secteur des ménages, autrefois obtenue de manière résiduelle, est maintenant obtenue grâce à l'apport de données administratives et d'un rapprochement matriciel entre les intérêts et dividendes versés et reçus par instrument et par secteur. Les estimations repères du revenu de travail sont modifiées en raison de la révision des hypothèses sous-jacentes aux corrections apportées aux données administratives.

Les estimations par secteur institutionnel sont améliorées, en raison de l'apport de nouvelles sources de données administratives. Les indices de prix du commerce international sont également revus, à la lumière du nouveau Programme des indices de prix des exportations et des importations, où les données sont obtenues directement auprès des importateurs et des exportateurs. Les dépenses de voyage reflètent dorénavant les multiples changements passés apportés à l'*Enquête sur les voyages des résidents du Canada*. De plus, les dépenses de séjours d'études et de traitements médicaux hors pays passent de la catégorie des dépenses intérieures aux dépenses de voyages, c.-à-d. aux importations et aux exportations de services.

3. Statistique Canada, note sur le site Web.

L'estimation des dépenses personnelles en véhicules d'occasion est estimée à partir d'un nouveau modèle, qui prend en compte la nouvelle réalité de l'exportation de véhicules de retour de location. Finalement, un nouveau module de l'enquête unifiée auprès des entreprises (et un échantillon augmenté), juxtaposé à l'intégration de données administratives sur le commerce de services intra société, bonifie l'estimation des importations et des exportations de services.

LA VENTILATION DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS ENTRE BIENS ET SERVICES

À compter de l'édition 2005, SC a réintroduit la ventilation entre biens et services⁴ dans les agrégats du commerce extérieur. Toutefois, les échanges de biens et services diffusés dans les CEP suivent les conventions utilisées dans le Système de compatibilité nationale. Il en résulte que le total global des exportations (et des importations) internationales de biens – et celles de services – ne correspond pas aux exportations (ni aux importations) canadiennes de biens – et de services – comme diffusées dans les comptes nationaux trimestriels. En effet, celles-ci suivent les normes et les conventions de la balance des paiements. Par ailleurs, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux des tableaux d'entrées-sorties, afin de mieux mesurer les exportations (et les importations) internationales de biens en prix à l'achat pour chacun des produits en valeur nominale. La déflation est réalisée distinctement sur les produits en prix à la production et sur les marges, après quoi les deux quantités ainsi obtenues sont agrégées afin d'obtenir la valeur en termes réels des produits exportés (et importés) en prix à l'achat. Enfin, les échanges interprovinciaux de biens et services sont mesurés en prix à la production.

LE TRAITEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

À compter de la diffusion du premier trimestre 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et, par conséquent, de l'édition 2000 des *Comptes économiques provinciaux*, SC a modifié le traitement des régimes de retraite non autonomes des administrations publiques fédérale et provinciales. Ces régimes font désormais partie du secteur des particuliers et ils sont traités de la même façon que les caisses de retraite autonomes ou en fiducie, alors qu'auparavant, ils faisaient partie du secteur des administrations publiques.

Les cotisations des employeurs et des salariés à ces régimes ne sont plus transférées aux administrations publiques en tant que contributions aux régimes d'assurance sociale,

mais elles continuent d'être comptabilisées dans la rubrique « salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail », dans le secteur des particuliers. Par contre, les revenus de placement de ces régimes s'ajoutent aux revenus de placement des particuliers plutôt qu'à ceux des administrations. Enfin, les prestations de retraite versées par ces régimes ne font plus partie des transferts courants des administrations publiques aux particuliers – par le fait même, elles disparaissent du revenu des ménages – mais elles viennent diminuer la richesse personnelle accumulée, laquelle fait partie des comptes de patrimoine et non des comptes des revenus et dépenses. Tous ces changements ont pour effet net l'accroissement de l'épargne, parce qu'ils donnent lieu à une augmentation du revenu des ménages combinée à une réduction des cotisations aux régimes d'assurance sociale.

L'OBJECTIF DE LA COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE

Dans une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité s'accroissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises, organismes sans but lucratif au service des ménages ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échange avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise grâce à une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie⁵ ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des dénominateurs communs, tels que la consommation et la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui oblige à une présentation relativement globale.

La poursuite des travaux sur la comptabilité économique est le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont

4. Statistique Canada, p.44-46, novembre 2005 (13-016-XIE)

5. NATIONS UNIES (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York, «Études méthodologiques», série F, n° 2, rev. 3.

incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances des phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 1960, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, a élaboré un système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, au Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

LE CONTENU D'UN SYSTÈME DE COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement de données statistiques est fait à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Dans un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipement de production, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidents du territoire, soit détenus par des non-résidents (ailleurs dans le monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous l'appellation « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et dépenses (la consommation), au compte de capital et de financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés « comptes d'opération », sont les plus connus et ils font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions relatives aux biens et services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on trouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, ainsi que les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation ne sont, pour l'instant, que très peu ou pas produits.

LES COMPTES ÉCONOMIQUES PROVINCIAUX DES REVENUS ET DÉPENSES

HISTORIQUE

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*. En 1970 et en 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des *Comptes économiques provinciaux* : le sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le comité fédéral-provincial sur les *Comptes économiques provinciaux*, formé au printemps 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possible. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication des *Comptes économiques provinciaux* en 1977⁶. Depuis cette date, SC publie des données sur les comptes économiques par province. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de SC, et elle contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes des revenus et dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux qui portent sur la distribution industrielle du produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants.

LE CONCEPT DE PRODUCTION INTÉRIEURE

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des

6. STATISTIQUE CANADA (1977). *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai.

revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production pour les revenus et dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie d'éléments liés aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidents d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés dans un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais il permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les Comptes économiques provinciaux sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'en fonction de celui de production nationale, bien que ce dernier soit également utilisé.

LES COMPOSANTES DES COMPTES ÉCONOMIQUES DES REVENUS ET DÉPENSES

L'objectif principal des *Comptes économiques des revenus et dépenses* est de mesurer la production⁷ d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes des revenus et dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 2.1) et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 2.2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes des revenus et dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité (tableau 3.1), et que l'on dispose d'information sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des sociétés, des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages des administrations publiques et des non-résidents. Le secteur des sociétés regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex. : sociétés financières et non financières, et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale. Les institutions sans but lucratif au service des ménages regroupent les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats, les associations professionnelles et les organismes de bienfaisance. Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement liée aux affaires publiques (ex. : les ministères et agences gouvernementales, que ce soit sur le plan fédéral, provincial ou local, et les régimes publics de pension). Enfin, le secteur des non-résidents représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des cinq catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes des revenus et dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les cinq catégories d'agents considérées ensemble. Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et dépenses, on trouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.

7. La production considérée est la production «nette», c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires nécessaires à la fabrication d'un bien ou d'un service.

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* (CEPT) de SC. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se trouvent dans la publication 13-010-X : *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*; les données annuelles des CEPT apparaissent dans la banque de données CANSIM aux tableaux 384-0037 à 384-0042.

ISQ : Institut de la statistique du Québec.

LES TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.7 et 2.12, calculées selon la base nationale.

Le concept de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base remplace celui de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs. Les impôts indirects nets sont scindés en deux composantes, selon qu'ils s'appliquent aux facteurs de production ou aux biens et services.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses

Source : SC.

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci soit positive ou négative.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Les dépenses en logiciels sont considérées comme des dépenses en capital plutôt que de fonctionnement courant.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel

Source : SC.

Dans ce tableau, le PIB et ses composantes sont exprimés en termes réels grâce à la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher, dont l'année de base est 2007. Pour ce qui concerne chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement au cours de l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est désormais la méthode officielle de déflation adoptée par SC pour les Comptes économiques provinciaux et territoriaux, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent dorénavant les données officielles du PIB réel et de ses composantes.

Comme au tableau 2.2, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2007

Source : SC.

Ce tableau présente une estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants, obtenue par la méthode antérieure des indices de prix à pondération fixe. Il est publié ici à titre indicatif seulement, dans le but d'offrir aux utilisateurs une méthode additive d'une mesure de PIB réel. Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel

Sources : SC et ISQ.

La méthode de déflation à l'aide d'indices de prix en chaîne permet de calculer la contribution, en points de pourcentage, de chaque composante du PIB, et de chaque total partiel, à la variation globale du PIB. Ce tableau est donc en relation avec le tableau 2.3 sur le PIB réel et non avec le tableau 2.3A qui fait appel à la méthode antérieure de déflation.

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut

Source : SC.

Ces indices sont appelés « implicites » parce qu'ils sont le résultat de la division des valeurs en dollars courants du tableau 2.2 par les valeurs correspondantes en termes réels du tableau 2.3, obtenues par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher.

Les indices implicites de prix des variables du commerce extérieur sont eux aussi ventilés selon les biens et services.

Tableau 2.6
Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix

Source : SC.

Tableau 2.7
Compte courant - Ménages

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.1, évaluées selon la base intérieure.

En effet, la rémunération sur une base nationale inclut les salaires versés hors du Québec à des résidents du Québec, mais elle exclut les salaires versés au Québec à des non-résidents. Selon la base intérieure, la rémunération englobe tous les salaires versés sur le territoire du Québec, que ce soit à des résidents ou à des non-résidents.

Comme l'épargne est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc être faite avec prudence.

Tableau 2.8
Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages

Sources : ISQ et SC.

Tableau 2.9
Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange

Sources : ISQ et SC.

La mesure du revenu intérieur brut réel permet d'apprécier comment les changements de prix relatifs du commerce extérieur influencent le pouvoir d'achat de la production intérieure.

Le taux de change réel est la différence entre les prix de commerce extérieur et les prix domestiques, alors que les termes de l'échange sont déterminés par la variation de prix des exportations et des importations.

Tableau 2.10
Dépenses de consommation finale des ménages détaillées

Sources : SC.

Tableau 2.11
Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007

Source : SC.

Tableau 2.12
Provenance du revenu des ménages

Sources : ISQ et SC.

Le revenu des ménages présente toutes les sources de revenus que les ménages perçoivent, que ce soit en participant au processus de production, en détenant des actifs nécessaires à la production ou en provenance d'autres secteurs institutionnels.

Tableau 2.13
Utilisation du revenu des ménages

Sources : ISQ et SC.

L'utilisation du revenu des ménages présente comment l'ensemble des revenus est utilisé entre consommation et épargne, incluant les transferts vers d'autres secteurs institutionnels.

LES TABLEAUX SUR LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE

Les tableaux 3.1 à 3.4 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir de l'information obtenue de différentes divisions de SC, soit à partir d'estimations si les données sont manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 3.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Aux fins de la présente publication, le tableau 3.1 est la somme des tableaux 3.2, 3.3 et 3.4. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des comptes de l'industrie de SC. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de SC, l'ISQ procède à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 3.2
Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

L'information de base provient du tableau CANSIM 382-0006, ainsi que de données supplémentaires obtenues auprès de Statistique Canada qui produit les données sur les cotisations sociales à la charge des employeurs, par agent économique et par activité économique.

Tableau 3.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC.

La Division des comptes de l'industrie de SC établit le PIB selon la valeur ajoutée pour ce qui est des secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que la rémunération des salariés et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 3.3. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail et, dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements survenus dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 3.4
Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

LES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une révision historique des comptes économiques provinciaux. Cependant, la publication des tableaux détaillés portant sur les administrations publiques au niveau provincial a été temporairement suspendue. L'Institut de la statistique du Québec a donc entrepris, à partir de diverses sources d'information, la production des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques au Québec.

Bien que les estimations soient cohérentes avec l'ensemble des données publiées à ce jour par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, elles sont sujettes à être révisées pour l'ensemble des années présentées, lorsque Statistique Canada publiera les tableaux détaillés des administrations publiques dans les comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur n'est pas disponible au niveau provincial, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuel de la variable concernée, ou d'une variable apparentée. Les données compilées dans le cadre des estimations trimestrielles des revenus et dépenses de l'administration provinciale par l'ISQ sont également utilisées.

Tableaux 4.1 à 4.5
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.7
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.8
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des divers impôts indirects entre les impôts sur les facteurs de production et les impôts sur les produits.

Tableau 4.9
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 4.1 à 4.4. Seules les dépenses pour d'autres achats de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par SC, mais présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 4.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.12
Subventions des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des subventions entre celles qui sont attribuables aux facteurs de production et celles qui se rapportent aux produits.

Tableau 4.13
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Cette publication expose les plus récentes données des comptes économiques annuels des revenus et dépenses.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de la situation économique;
- suivent les chapitres 2, 3 et 4 présentant les grandes variables économiques présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrits en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes des révisions apportées au système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.